

• juin 1995 • n° 392 •

IMPRECOR
PRIX
7 F S / 150 F B

Mexique :

Un mois de mai chaud

Equateur :

Leçons de guerre

France :

La crise ouverte du régime

Dossier :

L'Afrique du Sud un an après !



SOMMAIRE

3
FRANCE
La crise ouverte du régime
Christian PICQUET

6
FRANCE
La France à l'ombre de l'extrême droite ?
Arnaldo CASTELLERAS

10
EQUATEUR
Leçons de guerre
Carlos ROJAS REYES

Dossier : Afrique du Sud

14
Au gouvernement mais pas au pouvoir
Mark HARPER

18
Un déplacement à opérer
Entretien avec Jeremy CRONIN

21
Le déclin du mouvement syndical noir
DARCY

23
Les premières contradictions du pouvoir
Peter BLUMER

26
MEXIQUE
Les négociations de San Andres
Ulises MARTINEZ FLORES

29
DANEMARK
La riposte des victimes de la privatisation
Finn KJELLER

31
BELGIQUE
Instable stabilité
Alain TONDEUR

29
ONU
L'ONU un instrument des Etats-Unis ?
Gilbert ACHCAR et Luis SAUREZ

36
NOUVELLES DU MONDE
Haïti — Etats-Unis

L'année 1994 dans INPRECOR

● La révolte du Chiapas et la crise du régime mexicain, les débats au sein du parti des travailleurs du Brésil, la transition délicate en Afrique du Sud, cinquante ans de spoliation du Tiers-monde, les difficultés de ré-émergence du mouvement ouvrier russe... Voici quelques uns des thèmes choisis parmi les analyses de l'évolution d'une quarantaine de pays publiés en 1994 dans *Inprecor*. Bref, un aperçu analytique de l'histoire immédiate. Le tout en un seul volume, avec un index thématique que vous pourrez consulter à chaque fois que vous chercherez à rendre intelligibles les événements actuels. Alors n'hésitez pas : une trentaine d'exemplaires de la collection reliée des numéros d'*Inprecor* parus en 1994 (n°n° 376 à 386) sont encore disponibles. Vous pouvez la commander (à la PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France) au prix de 120,00 francs l'unité en ajoutant 25,00 francs pour les frais de port. Mais dépêchez vous : nous ne pourrions satisfaire les commandes que dans les limites du stock disponible !

● Vous pouvez également commander les collections reliées d'*Inprecor* des années précédentes (nous disposons encore des volumes des années 1991, 1992 et de quelques volumes de 1993), au prix réduit de 150,00 francs l'unité en ajoutant les frais de port.

La Rédaction

Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



Revue mensuelle
d'information et
d'analyse publiée
sous
la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la
IVE Internationale.

Les articles signés ne
représentent pas
nécessairement le point
de vue de la rédaction.

Éditée par PECI Sarl
au capital de 50 000 F.
SIREN n° 391 857 562

Rédaction —
Administration :
PECI, BP 85, 75522
Paris CEDEX 11,
France
Tél : (33-1) 43792960
Fax : (33-1) 43792961
E-Mail :
inprecor@igc.apc.org

Gérant et Directeur
de publication :
Jean Malewski
C.P. n° 59117
ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par
Rotographie 2, Rue
R.Lenoir, 93100
Montreuil, France

Diffusé dans les
librairies par
DIF'POP SARL,
21 ter rue Voltaire,
75011 Paris, France.

ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	220 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Institutions (600 FF, 1 AN)

« Lecteurs solidaires » (150FF, 6 mois)

« Découvrir INPRECOR » * (150 FF, 6 mois)

*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

La crise ouverte du régime

L'élection présidentielle des 24 avril et 7 mai restera celle d'un formidable paradoxe. La droite y a finalement triomphé avec l'élection de Jacques Chirac, mais sa crise en sort sensiblement aggravée. Sur fond d'incapacité des différentes fractions bourgeoises à s'unifier sur un projet cohérent, on peut même dire que le changement intervenu au sommet de l'Etat ouvre une véritable crise de régime en France.

Christian PICQUET



Au soir du 7 mai, les principales villes de l'Hexagone se couvrirent de drapeaux tricolores et résonnèrent des cris de joie lancés par un «peuple de droite» trouvant, dans le succès de Jacques Chirac, une sorte de revanche sur 1981, lorsque, pour la première fois depuis les origines de la V^e République, une majorité de gauche avait mis fin à plus de vingt ans de domination sans partage du camp conservateur. Mais les festivités eurent tôt fait de laisser place aux dures réalités que vont devoir affronter les nouveaux gouvernants.

Première de ces difficultés, l'écart qui sépare, comme jamais, le pays réel de sa représentation institutionnelle. Occupant désormais la présidence de la République, la droite dispose de tous les leviers de commande : l'exécutif, les quatre-cinquièmes de l'Assemblée nationale, la majorité absolue du Sénat, la quasi-totalité des assemblées régionales et une majorité d'assemblées départementales, sans compter bon nombre des villes de plus de trente mille habitants. Pourtant, l'élu du 7 mai n'avait obtenu que 20,47 % des suffrages au premier tour du scrutin présidentiel et il ne l'emporta que de justesse, au second, sur le candidat socialiste, Lionel Jospin, avec 52,69 % des suffrages expri-

més. Un résultat qui ne tient toutefois pas compte des votes blancs ou nuls qui ont, cette fois, atteint le taux record de 6,02 % des votants, soit 1 892 052 de personnes. Ce qui fait de Jacques Chirac le plus mal élu des présidents de la V^e République, disposant seulement du soutien de 49,51 % des Français s'étant déplacés aux urnes. On mesure ici à quel point sa légitimité se révèle d'emblée faible. Surtout si on la rapporte à la fragmentation des droites à l'occasion de la campagne du premier tour.

Pas moins de quatre candidats se disputèrent les suffrages de l'électorat réactionnaire. A Chirac s'opposait tout d'abord Edouard Balladur, Premier ministre en titre et issu, lui aussi, du Rassemblement pour la République (RPR). Sur leur droite, les deux candidats se voyaient concurrencés par les porte-parole du Front national et d'une droite extrême et traditionaliste, Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers (1).

Sans que les urnes parviennent réellement à départager les protagonistes. Si Jacques Chirac arriva en tête de la droite au premier tour, ce ne fut qu'avec le petit pactole du cinquième des suffrages, tandis que Balladur le talonnait avec 18,54 % et que la droite de la droite recueillait le score inégalé de 19,82 % (15,07 % pour le parti fasciste de Le Pen et 4,75 % pour le

Mouvement pour la France présidé par de Villiers). Au total, on le voit, cette cuvée 1995 de la course à l'Elysée débouche sur un paysage politique totalement dévasté.

Ce morcellement ne traduit pas uniquement, ni même principalement, des ambitions rivales ou des intérêts opposés d'appareils. Il reflète tout à la fois le marasme dans lequel baignent les droites depuis plus de vingt années, la crise sociale aiguë que traverse le pays, l'impasse du modèle libéral qui dominait jusqu'à présent les choix de la classe dirigeante, les défis nouveaux que cette dernière doit relever.

Aux origines de la crise

L'atomisation présente constitue l'aboutissement d'un long processus qui aura atteint les droites françaises dans leurs projets, leurs légitimations historiques, leurs bases sociales. Certes, aux origines de la V^e République, à l'orée des années 60, le général de Gaulle était parvenu à recomposer le camp bourgeois autour d'un projet bonapartiste. Un discours interclassiste, mêlant culte de la grandeur française, autoritarisme et populisme, avait servi à l'édification d'un Etat réputé pour sa stabi-

1) Sur l'extrême-droite et la droite extrême en France, voir *Inprecor* n° 383 septembre 1994.

lité et au déploiement d'une politique de modernisation accélérée de l'appareil productif. Face à une gauche défaite et tout juste sortie du traumatisme de la guerre d'Algérie, il avait stabilisé un large consensus, jusqu'au près des secteurs populaires influencés par les socialistes ou les communistes. Très vite cependant, la secousse de Mai 68 aidant, le régime perdit une large partie de cette assise populaire. Le départ du Bonaparte, en 1969, ne permit nullement à ses successeurs d'arrêter ou de freiner cette tendance.

Progressivement, sous la houlette de ses successeurs, Georges Pompidou puis Valéry Giscard d'Estaing, le camp réactionnaire dut donc s'adapter à une nouvelle donne.

La confédération des partis libéraux

L'omniprésent Parti gaulliste perdit sa position hégémonique et se vit contraint d'associer à la gestion des affaires les courants libéraux et démocrates-chrétiens qui avaient été marginalisés depuis 1958. Surtout, l'électorat conservateur tendit à reprendre une configuration des plus traditionnelles. Deux chercheurs, Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun, analysent avec pertinence cette tendance : « Avec le départ du général de Gaulle, on assiste à une transformation sensible des bases sociales de l'électorat gaulliste qui se marque par une féminisation et un vieillissement croissant et surtout par une perte d'implantation populaire, puisque 30 % des ouvriers votent pour Georges Pompidou en 1969 alors qu'ils étaient 42 % à avoir choisi le général de Gaulle en 1965. Le mouvement se confirme en 1973 qui tend à rapprocher les bases électorales du gaullisme de celles d'un parti conservateur classique. Et c'est ainsi, dans une période où les familles tentent de préciser leurs filiations et les principes de leur distinction — notamment avec la création du Rassemblement pour la République (RPR) en décembre 1976 et de l'Union pour la démocratie française (UDF) en 1978 —, que pour la première fois se dessinent les contours d'un seul peuple de droite : la répartition des suffrages entre gaullisme et centrisme répond désormais davantage à la structure de l'offre électorale qu'à de réelles différences sociologiques et idéologiques dans l'électorat. L'électorat conservateur présente en 1978 un profil d'abord féminin et âgé. A l'UDF comme au RPR, les femmes sont nettement plus nombreuses que les hommes et les personnes âgées considérablement sur-représentées. En raison de cette présence massive de femmes et d'électeurs de plus de 60

ans, les actifs apparaissent sous-représentés, à l'inverse bien sûr de ce que l'on constate dans l'électorat de gauche, particulièrement communiste. Mais le trait sociologique sans doute le plus significatif de cet électorat concerne la répartition entre salariés et non-salariés, ces derniers étant plus importants à droite que dans l'ensemble de l'électorat (22 % à l'UDF et 24 % au RPR au lieu de 17 %). » (2)

Giscard tenta bien de refonder l'assise sociale de son pouvoir en déployant une orientation moderniste censée lui rallier un vaste « groupe central » constitué des couches moyennes salariées (3). C'est au service de ce dessein qu'il lança l'UDF, confédération des partis libéraux et démocrates-chrétiens, dont l'essor devait damer le pion au RPR. En pure perte, la dynamique de la crise économique, qui ne cessa de s'aggraver à dater du premier choc pétrolier, venant saper les bases de la tentative et percuter le bloc hégémonique qu'eussent voulu préserver les gouvernants. Ainsi, à partir des années 80, les classes moyennes traditionnelles en arrivèrent-elles à rechercher une nouvelle représentation politique. Ce qui entraîna l'essor du Front national au détriment principal du RPR.

Les états-majors conservateurs s'efforcèrent désespérément d'endiguer le processus. Sans égard particulier pour leurs filiations idéologiques respectives, ils tentèrent d'abord de se doter de nouveaux référents, supposés leur permettre de gagner de nouvelles franges de l'opinion. Ainsi vit-on Jacques Chirac vanter les vertus d'un « travaillisme à la française » à partir de 1976, avant de découvrir celles de l'ultralibéralisme après l'élection de François Mitterrand, dans la version maximaliste que lui donnait, à l'époque, l'école de Chicago. La question du leadership ne s'en trouva qu'aiguillée au sein de la droite, RPR et UDF voyant se dissoudre davantage leurs identités propres tandis que leurs électors se confondaient de manière grandissante.

Nouveaux défis

Les droites se retrouvèrent donc au seuil de la dernière campagne sans avoir trouvé l'issue de cette crise, mais contraintes de relever de nouveaux et décisifs défis.

Le premier défi concerne, naturellement, les désastres sociaux engendrés par les orientations libérales régissant le pays depuis presque deux décennies. Non seulement celles-ci n'ont profité qu'à une fraction du capital, industriel et surtout financier, sans parvenir à sortir l'économie de son marasme, mais elles ont aussi mené

au seuil de l'explosion sociale. Plus fondamentalement, le libéralisme engendre des effets dissolvants sur ce qui fonda longtemps le « consensus républicain » et enracina, aux yeux des citoyens, la légitimité de l'Etat. Depuis les origines, l'idée républicaine reposait, en effet, sur la notion d'intérêt national, d'égalité des chances et d'accès de tous à la satisfaction de certains besoins que l'Etat était censé intégrer dans la définition de sa finalité. La remise en cause de cette « exception française » — qui va jusqu'à l'attaque d'acquis aussi fondamentaux que la laïcité, le droit du sol ou la protection sociale — aboutit, de manière inattendue par ses initiateurs, à priver la réaction des alibis au nom desquels elle avait jadis mené son action.

Dans ce cadre, la question européenne apparaît comme le second grand défi du prochain septennat. Défi aggravant dans la mesure où se profile l'échéance de 1997, avec ses deux conséquences prévisibles, du moins si les nouveaux dirigeants décident de s'en tenir au calendrier établi par les accords de Maastricht. D'un côté, l'aggravation de la déréglementation qui engendra inévitablement d'importantes tensions sociales. De l'autre, une dépendance accentuée de l'économie française envers le capitalisme allemand, dans la foulée d'une politique qui a déjà vu, depuis 1990, Paris s'aligner sur Francfort pour maintenir la parité du franc au prix de taux d'intérêt durablement trop lourds pour un pays où le chômage bat tous les records. D'où l'âpre débat qui déchire les possédants face à l'impasse constatée de la construction maastrichtienne.

Dernier grand défi, produit des précédents : la crise béante de la représentation politique et institutionnelle. Au gré des secousses sociales et des changements de majorité, les partis traditionnels, à commencer par ceux qui forment présentement le bloc au pouvoir, ont perdu leurs fonctions de représentants des intérêts de fractions de classes particulières et d'encadrement de la société. En créant des féodalités locales, autonomisées des appareils nationaux et disposant de moyens financiers colossaux, la loi de décentralisation prolongea cette tendance. Une présidentialisation galopante tendit, de surcroît, à organiser la vie politique autour de machines électorales n'existant que pour la promotion de leur monarque putatif. S'ajoutant à la perte d'attrait du mouvement ouvrier traditionnel, ces facteurs engendrent à présent le désintérêt pour les jeux de la scène centrale, voire une abstention massive à certaines consultations. La V^e République paraît désormais avoir épuisé sa force ori-

2) In *Histoire des droites en France*, Gallimard 1992

3) *La Tribune-Desfossés*, 19 janvier 1995

ginelle. Ses équilibres politiques et sociaux fondateurs s'avèrent minés ; dans ses structures actuelles, l'Etat ne parvient plus à remplir ses fonctions d'unification des différentes fractions du capital, d'instrument coercitif dressé face au mouvement social, d'arbitre prétendu entre les classes ; le président de la République, clé de voûte des institutions, se retrouve en première ligne des affrontements politiques, cible désigné de tous les mécontentements ; le scrutin uninominal à deux tours laisse, en outre, transparaître sa totale inadaptation dès lors qu'à la logique bipolaire des débuts de la République gaullienne, a succédé l'émiettement des représentations partisanes.

Une droite durablement implosée

L'élection présidentielle survint, par conséquent, à un tournant de l'histoire politique de ce pays. Victime des désastres engendrés par la gestion socialiste des deux septennats écoulés, Lionel Jospin disposait de fort peu de chances de prendre la succession de François Mitterrand. Son programme, des plus timorés, ne pouvait de surcroît susciter l'élan populaire indispensable à une victoire. C'est, par conséquent, au sein de la droite que se concentrèrent les principaux débats du moment. Et à travers l'affrontement Chirac-Balladur, s'affirmèrent des approches opposées de la crise française.

Autour du maire de Paris, se cristallisa une droite bonapartiste et autoritaire, inspirée de l'héritage du gaullisme. Le candidat se voulut, par exemple, l'héritier d'une culture jacobine et le défenseur de valeurs nationales, en appelant fréquemment à la renaissance d'un «pacte républicain» seul à même, selon lui, de résorber la «fracture sociale». En matière économique, il prit quelques distances avec une logique déflationniste pas trop soucieuse d'ordre monétaire, se montra favorable au retour à une conception volontaire de l'Etat et manifesta une prudence ostensible envers les prochaines étapes d'application du traité de Maastricht. A l'inverse, soutenu par l'UDF, le Premier ministre-candidat incarne davantage une droite libérale et conservatrice, conjuguant souci de respecter un «juste milieu» et plaidoyers en faveur de la déréglementation libérale de l'économie. Ce qui se prolongeait par un engagement bien plus net que celui de son adversaire en faveur du dispositif maastrichtrien et du «noyau dur» franco-allemand.

A l'évidence, ces prises de position visaient des électors distincts. Balladur répondait plus aisément à la clientèle de la droite, majoritairement âgée, composée

des classes moyennes traditionnelles, des cadres supérieurs, des professions libérales et des inactifs. Chirac entendait manifestement occuper l'espace laissé vacant par une gauche discréditée. D'où ses tentatives de convaincre une fraction de l'opinion que le clivage droite-gauche relevait d'une époque dépassée, ses philippiques contre «les groupes financiers» et les «quartiers bourgeois», ses promesses démagogiques qui le menèrent à proclamer que «le salaire n'est pas ennemi de la croissance».

Tendanciellement, cet affrontement dessina donc une réorganisation possible de l'architecture des droites, autour d'un grand courant libéral-conservateur et d'une grande force populaire de droite. Le premier disposerait, tout naturellement, du soutien du capital financier, ainsi que le décrivait parfaitement un grand quotidien patronal : «Il n'est pas une banque d'importance où (Balladur) ne compte des fidèles ou des obligés. Une galaxie d'autant plus importante que les grands financiers de la place siègent aux conseils d'administration des entreprises les plus prestigieuses de France.» (3) L'autre recueille plus volontiers l'appui de secteurs du capital industriel dont les positions se trouvent menacées dans le cadre de la construction de l'Europe des Douze, leur figure marquante étant incontestablement Jacques Calvet, le PDG de Peugeot.

La confrontation s'avéra cependant brouillée par le fait que les deux protagonistes n'étaient, en réalité, que les artisans de circonstance de la nécessaire recomposition du paysage politique à droite. Issus de la même famille gaulliste, ils regroupèrent autour d'eux des alliances hétéroclites. Jacques Chirac se retrouva flanqué du très libéral ministre de l'Industrie, Alain Madelin, lequel ne cessait d'en appeler à une déréglementation sauvage, sans se soucier de concentration sociale. Et Edouard Balladur obtint le ralliement du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, ainsi que la bienveillance des candidats d'extrême-droite, lesquels se situaient pourtant en opposition totale à ses options européennes. De même, les programmes des deux héros de la réaction portaient-ils des marques d'incohérence totale. Dans le même temps que Balladur prétendait pousser les feux du remodellement capitaliste de la société française, sa pratique ministérielle consistait à retirer ses projets susceptibles d'entraîner une confrontation avec la rue. Chirac villipendait, pendant ce temps, les «détenteurs de gros capitaux», mais il déclinait aussi sans état d'âme les préceptes de l'orthodoxie libérale.

Sans doute pour cette raison, le premier tour de la présidentielle ne permit pas réellement à l'une des options en présence

de s'imposer. Le maire de Paris l'emporta sur le fil, grâce au soutien que son nouveau discours social lui valut chez les jeunes et auprès de certaines catégories populaires. Un résultat confirmé au second tour lorsque, pour la première fois depuis 1974, le candidat de droite battit le représentant socialiste chez les 18-34 ans, c'est-à-dire ceux dont l'expérience politique coïncide avec les deux septennats de François Mitterrand. Il progressa également chez les ouvriers et les employés (gagnant 15 %, chez ces derniers, depuis le dernier scrutin présidentiel de 1988). Pour autant, il ne put réellement mordre, comme il l'espérait, sur un électoral de gauche qui retrouva ses réflexes anti-droite au second tour et se porta massivement sur Lionel Jospin. Quant à Edouard Balladur, s'il dut s'incliner, ce fut avec moins de deux points de retard sur son concurrent. Battu, il ne fut donc pas écrasé, ses partisans conservant une capacité de pression forte, sur les choix du nouveau président.

Une instabilité aggravée

Aucun des éléments de la crise française n'aura donc reçu un début de réponse à l'orée du nouveau septennat. Représentant un cinquième de l'électorat au premier tour et une petite moitié au second, le nouveau monarque dispose d'une faible légitimité. Il devra donc naviguer fort prudemment pour éviter de se fracasser sur le premier écueil venu. Loin de se présenter unie, sa majorité parlementaire se trouve implosée en deux blocs d'ampleur équivalente et les tractations sur les choix à opérer se révéleront d'autant plus âpres que le clan chiraquien lui-même ne va pas tarder à connaître ses premiers déchirements. La nomination d'Alain Juppé au poste de Premier ministre va vite dissiper la mystification dans laquelle baigna la campagne du maire de Paris. Tenant de l'orientation libérale et européenne, l'ancien ministre des Affaires étrangères va œuvrer dans la continuité du gouvernement Balladur, priorisant notamment la réduction des déficits publics par la compression des dépenses. De quoi faire rapidement capoter l'attelage victorieux le 7 mai. Les partisans de Balladur pourraient, à terme, en profiter pour lancer un nouveau parti prenant la succession d'une UDF moribonde et inadaptée aux intérêts des partis et personnalités la composant.

Ce président mal élu, à la majorité incertaine, va de surcroît devoir affronter une grogne sociale qui atteint son point d'explosivité. La perspective d'un «troisième tour social» est désormais prise au sérieux par tous, patrons, gouvernement et syndicats. Les grèves et mobilisations

s'annoncent d'ailleurs dans des secteurs aussi importants que la Poste, la SNCF, France Télécom, Renault ou EDF-GDF. Elles vont inévitablement mettre le nouveau président aux défis de tenir les promesses dont il n'a pas été avare. Et ce n'est pas la première mesure probable du nouveau gouvernement, l'aggravation de l'injustice fiscale par l'augmentation du taux de TVA, qui calmeront cette exaspération.

Et l'extrême-droite

Avec d'aussi faibles marges de manoeuvre, la droite va subir encore plus vivement qu'auparavant la pression d'un Front national qui, fort de ses 15 %, aura confirmé, au premier tour de la présidentielle, son enracinement national. Le développement de son influence vient principalement des secteurs populaires et des villes les plus touchés par le chômage et la précarité, lesquels votaient en faveur de la gauche avant que celle-ci ne déçoive leurs attentes. Le parti fasciste de Le Pen risque fort de concrétiser sa progression lors des élections municipales des 11 et 18 juin prochains. Pour les vainqueurs du 7 mai, cela constitue le signe inquiétant que les partis de la droite parlementaire ont aujourd'hui perdu tout moyen de faire réellement barrage à cette extrême-droite qui prospère sur le terreau de la crise ou des inégalités et les concurrence désormais directement. Cela ne peut que relancer, de ce côté de l'échiquier politique tous les débats politiques en souffrance. Avec une vigueur d'autant plus grande que, malgré le score de 47,3 % obtenu par Jospin le 7 mai, la gauche traditionnelle subit toujours les effets dévastateurs des quatorze dernières années, dans l'incapacité où elle se trouve d'affirmer une alternative crédible. A l'évidence, aucun état de grâce, aucune période de stabilité ne suivront l'arrivée aux affaires d'un nouveau président. ★



La France à l'ombre de l'extrême droite ?

La récente élection de Jacques Chirac comme président de la République, le score non négligeable de Lionel Jospin ne peuvent masquer l'une des données capitales de ce scrutin : une progression du vote de l'extrême-droite en France.

Arnaldo CASTELLERAS

Pour répondre aux enjeux de la nouvelle situation politique, il est nécessaire de bien analyser non seulement les résultats, mais les raisons de ce vote ainsi que la meilleure réponse à y apporter.

Si les résultats du premier tour traduisent un rapport de forces de 60/40 en faveur de la droite, il importe de voir que la droite extrême représente 20 % des voix.

Si l'on additionne les voix de Le Pen (15,27 %) et celles de de Villiers (4,80 %), on arrive en effet à la barre des 20 %.

Ce total des voix représente un recul par rapport à l'élection européenne où les deux listes cumulaient 22,8 %. Les deux scrutins ne sont évidemment pas comparables, car la question européenne permettait un vote cristallisé sur les deux listes porteuses du «non de droite» au Traité de Maastricht. Néanmoins, les 20 % de droite extrême à l'élection présidentielle de 1995 ne sont pas si loin de l'élection européenne et, surtout, représentent une avancée importante par rapport aux 14,38 % de Le Pen à la présidentielle de 1988.

Sur des valeurs communes aux deux candidats Le Pen et de Villiers, comme la préférence nationale, la mise en avant de la famille (et accessoirement de la religion), un retour en arrière sur les droits des femmes, notamment le droit à l'avortement, un engagement en faveur de l'enseignement privé, l'électorat a progressé entre deux présidentielles de 5,70 %. Et cette fois, Le Pen raffe la mise, améliorant légèrement son résultat de

1988 et, nécessairement, le score du FN aux Européennes, + 4,65 % (10,5 % en 1994).

Si de Villiers n'a pas réussi dans sa tentative de rééditer son score des européennes, il a cristallisé au sein de l'électorat de «droite classique», un extrême qui pourra, en partie, être tenté lors d'une prochaine échéance d'aller un peu plus loin. C'est du moins le calcul du Front national qui compte bien disposer ainsi d'un réservoir de voix supplémentaires. Les appels du parti d'extrême-droite à cet électorat pour les municipales sont clairs.

Bien sûr, Le Pen et de Villiers ne sont pas identiques et leurs électors ne sont pas strictement interchangeables. La nature sociale des électors par exemple diffère. Mais la proximité des thèses et des valeurs défendues par les deux candidats explique aussi le faible score de De Villiers. Différent aussi leurs rapports à la droite classique (à laquelle se rattache directement de Villiers, comme sa présence au grand meeting unitaire de la droite d'entre les deux tours le prouve), les choix stratégiques et tactiques accompagnant ces rapports. Néanmoins, à l'aube d'une recomposition probable de cette droite, il est illusoire de penser que ces deux courants ne pourraient se retrouver, en partie, du même côté.

Un vote protestataire !

Au lendemain de l'élection, de nombreux commentateurs (journalistes ou hommes politiques) parlaient du «vote protestataire» Le Pen. Il est illusoire et surtout faux d'analyser ce vote comme une simple protestation, un «coup de gueule» contre les partis politiques traditionnels. La permanence de ce vote d'une élection à l'autre, ses caractéristiques infirment cette analyse.

Une étude parue dans le quotidien *Libération* (25 avril) permet de préciser les raisons du vote d'extrême-droite. Il est intéressant de noter dans le même temps une caractéristique commune aux deux électors Le Pen et de Villiers. Les gens qui ont voté pour eux l'ont fait essentiellement pour leur programme (46 % et 40 %), loin devant les autres candidats (Hue 34 %, Voynet 26 %, Chirac 24 %,

Laguiller 23 %...). Cette reconnaissance du programme de l'extrême-droite tord ainsi le cou aux explications qui caractérisent le vote Le Pen comme un vote «protestataire». Il n'en est malheureusement rien.

Dans le numéro de *Ras l'front* «spécial élection» (n° 29, juin 1995), Nona Mayer du Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF) confirme qu'il s'agit bien d'un vote pour les idées.

«Les lepénistes n'ont pas voté en priorité pour le leader du Front national. 6 % seulement d'entre eux jugent qu'il a "la stature d'un chef d'État" (sondage sortie des urnes BVA), 27 % seulement ont voté "pour qu'il soit élu président de la République" (sondage sortie des urnes IFOP), proportion rigoureusement identique à celle que l'on notait en 1988. C'est pour les idées de leur candidat qu'ils se sont prononcés. Alors que pour l'ensemble des électeurs du premier tour, les problèmes qui ont le plus compté dans leur vote sont le "chômage" (pour 29 %) et les "inégalités sociales" (pour 16 %), les électeurs lepénistes, comme en 1988, sont avant tout préoccupés par l'immigration (54 %, contre seule-

Le FN en tête

Dans 114 villes, Le Pen arrive en tête de tous les candidats, dont parmi les villes de plus de 100 000 habitants, Nice (06), Marseille (13), Metz (57), Perpignan (66), Mulhouse (68) et Toulon (83).

A cela, il faut ajouter quelque 120 villes où Le Pen était en tête de la droite. Parmi les villes de plus de 100 000 habitants, Nîmes (30), Saint-Étienne (42), Villeurbanne (69), Le Havre (76) et Saint-Denis (93).

13 % de l'échantillon), le chômage

ne venant qu'en deuxième position (23 %) et ils sont trois fois plus nombreux que la moyenne à citer l'insécurité (14 % contre 5 %) (sondage IFOP sortie des urnes).»

Tout au plus pourrait-on remarquer par rapport au commentaire de Nona Mayer, que l'immigration, comme thème prioritaire de l'électorat lepéniste, est pour partie directement liée à celui du chômage. L'équation du Front national posant un trait d'égalité entre le nombre de chômeurs et celui d'immigrés présents en France, pousse ses électeurs à confondre les deux questions. Nombre d'entre eux, inquiets socialement et économiquement devant la



Du toit de l'Opéra, le 1er mai 1995, des militants de Ras l'front déploient une banderole qui dit : «non au fascisme, non au racisme». En bas, dix mille militants du Front national s'apprennent à écouter leur chef Le Pen. Stupeur et colère !

perspective d'un chômage toujours plus menaçant, répondent quant à leur première préoccupation «immigration» puisqu'on leur a expliqué que là était «la solution».

Ainsi ce vote, s'il n'est malheureusement pas simplement «protestataire», traduit une inquiétude générale et une défiance, voire un rejet des partis politiques traditionnels. Il convient en effet d'expliquer ce vote par la crise économique et sociale, l'absence de solutions proposées par les partis qui se sont relayés au pouvoir ces vingt dernières années, la crise de représentation du politique, les affaires, le contexte international.

Laissons encore la parole à Nona Mayer. «Trois électeurs de Jean-Marie Le Pen sur quatre se disent "inquiets" en pensant à l'avenir de leurs situations personnelle et professionnelle et plus des deux tiers estiment que la démocratie en France fonctionne mal (contre respectivement 58 % et 41 % de l'électorat, selon le sondage BVA sortie des urnes).»

Un électorat populaire et fidèle

Les préoccupations de l'électorat lepéniste reflètent sa nature sociale. Contrairement à ce qu'indiquait Arlette Laguiller, la candidate de Lutte ouvrière, lors d'une émission télévisée de la campagne électorale, l'électorat du Front national ne provient pas des «beaux quartiers» et les ouvriers qui ont fait le choix du candidat d'extrême-droite ne sont pas «quelques brebis égarées». Ils sont en fait la masse.

Le vote FN est le vote ouvrier le plus

important (27 %), loin devant Jospin et Hue, les candidats du PS et du PC (respectivement 20 % et 17 %) (enquête de l'IFOP sortie des urnes réalisée pour *Libération*, BFM et M6).

Pour la première fois, les chômeurs ont voté en priorité pour le Front national (27 % contre 19 % à Chirac ou 17 % à Jospin).

Dans cette même enquête, quand on demande aux électeurs de caractériser la catégorie à laquelle ils pensent appartenir, les «classes populaires» ont voté ainsi à 19 % pour le FN (25 % pour Jospin et 17 % pour Hue) et les «défavorisés» à 33 % (19 % Jospin, 14 % Chirac et 13 % Hue).

Une autre caractéristique tout autant inquiétante et qui infirme aussi la théorie du «vote protestataire» est la fidélité des électeurs de Le Pen.

Ils étaient parmi les premiers à faire leur choix. 64 % des lepénistes, contre 53 % des électeurs dans leur ensemble, avaient fait leur choix «il y a plusieurs mois». Comme le remarque Nona Mayer, «ce sont aussi les plus constants dans leur choix : 77 % de ceux qui disent avoir voté Le Pen en 1988 reconduisant leur vote en 1995. Mais le parti a également su renouveler ses soutiens, puisque 21 % des électeurs votant pour la première fois le 23 avril ont donné leurs suffrages à Jean-Marie Le Pen, en particulier les jeunes hommes».

Ce vote jeune existe mais concerne moins les jeunes femmes, plus réticentes probablement à l'égard d'un parti qui milite contre le droit à l'avortement (ou sa res-

Les meilleurs scores du FN

Bas-Rhin : 25,83%

Haut-Rhin : 24,8%

Moselle : 23,82%

Vaucluse : 23,12%

Bouches-du-Rhône : 21,43%

Loire : 21,08%

triction), pour leur retour au foyer (voir «Femmes, les enjeux d'une reconquête !» dans *Inprecor* n° 389, mars 1995).

La proportion importante de jeunes, inquiets devant l'avenir qu'ils n'ont pas, et des couches populaires, marginalisées par la situation actuelle, indique une tendance que l'on peut retrouver aussi dans la répartition géographique du vote Le Pen.

Un électorat conforté à l'échelon national

Le premier élément qui saute aux yeux est bien sûr la progression très nette du FN dans des régions touchées de plein fouet par la crise. Les plus fortes progressions du FN se remarquent vers la Champagne (la Meuse, +4,7 % ; la Moselle, +3,9 ; la Meurthe-et-Moselle, +3,3 ; les Vosges, +5,1) et la Lorraine (la Haute Marne, +4,7 % ; l'Aube, +3,8 ; la Marne, +3,6 ; les Ardennes, +3), autour de l'agglomération lyonnaise (l'Ain + 3,7, la Loire + 3,7), en Normandie (la Seine Maritime, + 4,5 ; l'Eure, + 4,3 ; l'Orne, +3) et vers le Nord (le Pas-de-Calais, +3,8) et la Picardie (l'Aisne, + 4,2 ; l'Oise, +3,8).

Constatons dans le même temps, que rares sont les départements où le FN baisse de façon sensible : Bouches-du-Rhône (- 4,97 %), ce qui le laisse quand même à 21,43 % et en tête sur l'ensemble du département et notamment à Marseille, Aubagne ou Berre-l'Étang, des cités touchées là encore par la crise). La baisse est sensible aussi sur Paris et générale bien que moins importante sur la région parisienne (à l'exception d'une progression sur la Seine-et-Marne). Ces baisses se font aussi dans des départements où le FN avait déjà capitalisé et atteint des scores impressionnants.

Au vu global des résultats, il s'avère que le Front national a nettement augmenté le nombre de départements où ses scores dépassent sa moyenne nationale. En 1988, le FN comptabilisait 8 départements dans lesquels il dépassait 20 % des voix, il en compte désormais 11 (soit 37,5 %

d'augmentation), une proportion que l'on retrouve quant aux départements où il dépasse les 15 %, 32 contre 24 en 1988 (France métropolitaine).

Cette situation renforcée place le Front national non seulement en position d'arbitre lors des prochaines municipales, ce qu'il était déjà en partie lors des dernières élections, mais — plus grave — en situation de conquérir certaines villes.

Danger, municipales !

Le Front national est arrivé en tête dans de nombreuses grandes villes, et ce nombre devient impressionnant lorsqu'on prend en compte les villes où le FN arrive en tête de la seule droite.

De manière directe ou indirecte, le parti de Le Pen compte bien gérer de nombreuses municipalités au lendemain du scrutin de juin.

De même que Le Pen n'est pas entré à l'Élysée au lendemain de la présidentielle, il est probable que le Front national n'arrive pas à gagner un nombre significatif de grandes villes. Mais, ne serait-ce que quelques victoires dans des villes de plus de 10 000 habitants renforceraient son image de parti apte à gérer le pouvoir. Il y a donc là un véritable danger que des accords de «front républicain» ne pourront contenir longtemps.

L'autre menace que la place et le score de l'extrême-droite font peser sur la vie politique française se trouve justement dans sa nouvelle capacité de nuisance. Comme l'indique Nona Mayer en conclusion de son article, ses scores «mettent le FN en position d'arbitre pour près des deux tiers des villes de plus de 30 000 habitants en France métropolitaine, aux prochaines élections municipales. L'élection présidentielle a renforcé la capacité de nuire du parti de Jean-Marie Le Pen, dont la progression ralentit mais continue, malgré l'arrivée de la droite au gouvernement, malgré la politique musclée de Charles Pasqua en matière d'immigration, malgré la concurrence d'un Philippe de Villiers, malgré les violences et les morts qui ont ponctué sa campagne.»

Les gages donnés par les derniers gouvernements, notamment les lois Pasqua n'ont pas suffi à faire réintégrer un électorat qui se porte essentiellement sur le programme et les idées du Front national.

Certes, la consigne de vote (ou non consigne) donnée par Le Pen, «Chirac est pire que Jospin» n'a pas été suivie arithmétiquement et politiquement (50 % de son électorat ayant choisi Chirac), 21 % ont voté Jospin et 29 % se sont abstenus ou ont voté blanc. Les votes pour Jospin

proviennent d'ailleurs de la base populaire et ouvrière du vote FN, rétablissant pour un tour des «barrières de classe», pourtant de plus en plus diluées.

Ce «retour au bercail» n'est pourtant pas le signal d'un déplacement à gauche. Il indique tout au plus que la droite, pas plus que la gauche antérieurement, n'a la confiance des plus démunis pour régler leurs problèmes. Et ce constat n'est pas spécialement réconfortant pour l'avenir.

Engager la contre-offensive

Le Pen et son Front national se posent d'ores et déjà comme ceux que «les Français n'ont pas encore essayés», le recours. Ils sont aussi une force incontournable du paysage politique français et nul doute que la droite aura à cœur d'envoyer des signaux intelligibles, si ce n'est à l'état-major du FN, du moins à son électorat.

Ainsi, la nomination au premier gouvernement Juppé de femmes connues pour leur opposition au droit à l'avortement ou tout au moins acquises au rôle traditionnel des femmes dans la famille (Colette Codaccioni, Françoise de Veyrinas, Elisabeth Dufourcq, Elisabeth Hubert...) est un signe inquiétant pour les droits des femmes. Comme le titre avec insolence *Charlie Hebdo* (n° 152, 23 mai 1995), «*Ce n'est pas un gouvernement, c'est un commando anti-avortement !*»

Le maintien des lois Pasqua ainsi que la continuation d'une politique raciste, dirigée contre les immigrés sera un autre de ces signes.

Et si le gouvernement n'allait pas dans la bonne direction, pour les 15 % de Le Pen auxquels il convient d'ajouter, ne l'oublions pas, les 5 % de De Villiers, ces derniers seront là pour se manifester. C'est le sens du message de Le Pen au soir du premier tour : «*Nous serons là en tout cas pour empêcher les dérives de gauche amorcées par le programme de Chirac, et que laisse craindre le troisième tour social annoncé par les syndicats.*»

Ce qu'il importe alors de discuter au sein de toutes les forces progressistes, politiques et syndicales, c'est des moyens de s'opposer non seulement à la politique du gouvernement dans ce qu'elle aura de plus réactionnaire mais, dans le même temps, d'accorder une importance nouvelle à la lutte contre l'extrême droite.

Un antifascisme indépendant et tout-terrain

Le signal qu'a fait passer intelligemment Ras l'front en déployant deux banderoles lors du grand meeting du 1^{er} Mai de Le Pen (où le Front national fêtait Jeanne



A Paris, comme dans les villes de provinces les collectifs antifascistes Ras l'front participent et aident aux mobilisations unitaires. Contre les exclusions (comme ici lors de la manifestation du 8 avril 1995 à Paris).

d'Arc, «le Travail» et annonçait sa consigne de vote au deuxième tour, c'est dire l'importance du moment) indiquait non seulement la nécessité de la riposte antifasciste mais sa possibilité.

Né de l'Appel des 250 (écrit en 1990 par Gilles Perrault et signé par 250 personnalités), les collectifs Ras l'front sont partis des constats tirés par ce texte, notamment, «*les progrès de l'extrême-droite sont faits de nos reculs*». Il faut donc arrêter de reculer et reprendre du terrain aux idées et aux militants du Front national. Il faut lutter contre toute politique qui puisse aller dans ce sens, comme les lois Pasqua.

L'Appel des 250 disait aussi que pour lutter efficacement contre le fascisme et le racisme, il fallait être lucide sur les responsabilités et les causes de leur montée et donc indépendant pour garder cette capacité d'analyse. Dans les collectifs Ras l'front, des militants de diverses organisations peuvent se retrouver, même si la part la plus importante est composée d'inorganisés, mais au-delà des différences, notamment en termes de propositions politiques des uns ou des autres, ce qui rassemble ces militants antifascistes, c'est le constat et le sentiment de l'urgence à devoir se rassembler.

Cette lutte pied à pied ne pourra être victorieuse que si, à terme, une alternative politique aux solutions avancées par l'extrême droite apparaît. Dans le même temps alors, doivent être menés un combat sans concession contre le fascisme ainsi qu'une réflexion et une action pour avancer un nouveau projet de société, des propositions susceptibles de régler la crise qui alimente aujourd'hui les votes pour

l'extrême-droite.

L'originalité des collectifs Ras l'front (réunis dans un Réseau national de lutte contre le fascisme, RLF) réside dans cette volonté de lutter tout-terrain.

Le Front national, de Villiers... ne sont pas seulement racistes mais proposent des projets de société qui menacent non seulement les immigrés, bien sûr, mais aussi les droits des femmes, les jeunes, les salariés de la fonction publique, les droits sociaux et syndicaux, l'enseignement public. Il semble alors qu'il faille pouvoir, pour les contrer, lutter sur chacun des terrains où leurs idées progressent. Ainsi, les militants antifascistes ont à cœur de participer aux mobilisations contre les exclusions, notamment sur le problème du logement, contre le chômage, terrain privilégié où les thèses du Front national et la recherche de boucs émissaires peuvent se développer, pour les droits des femmes et notamment contre les commandos anti-IVG.

Un combat de tous les instants

Les politiques mises en place par les gouvernements précédents, notamment autour du Code de la nationalité, des lois Pasqua qui visent l'immigration, des lois sur la sécurité, ont fait passer un signal assez fort à la population. Les immigrés, les étrangers, sont d'une manière ou d'une autre responsables de la situation dans laquelle le pays se trouve. Les thèses du Front national, plus extrêmes et surtout plus «cohérentes» puisqu'elles poussent à fond la logique, se trouvent ainsi confor-

tées. Et, pourrait-on dire, au bout de la chaîne, les crimes perpétrés par des fascistes se trouvent presque légitimés. Ibrahim Ali (à Marseille), Brahim Bouarram (à Paris), Imad Bouhoud (au Havre) sont les trois dernières victimes de skinheads ou militants du Front national. Les réactions ont été vives et les manifestations nombreuses.

Elles n'ont pas empêché ces actes de se reproduire. La présence des militants antifascistes dans ces mobilisations doit permettre au plus grand nombre de dépasser le stade de la protestation, pour entrer dans un combat permanent contre le fascisme et le racisme. Ainsi que le disait Ras l'front, «*nous ne pouvons rester passifs, à guetter les progressions électorales d'un Le Pen ou attendre l'énième crime raciste pour manifester notre émotion ou notre colère. Ce combat contre le fascisme et le racisme se mène tous les jours, quels que soient notre âge, notre profession, nos engagements...*».

Les militants de la Ligue communiste révolutionnaire sont engagés dans cette lutte et certains d'entre eux participent aux collectifs Ras l'front. Notre courant, celui de la Quatrième Internationale, a toujours été aux premiers rangs de la lutte contre le fascisme. Il semble qu'aujourd'hui, ce combat soit à nouveau à l'ordre du jour, cinquante ans après la défaite de l'Allemagne nazie contre les Alliés !

Triste ironie de l'histoire qui voit en France, en Belgique, en Italie, en Autriche, dans les pays de l'Est, des extrêmes-droites toujours plus fortes, plus agressives, toujours plus en capacité de nuire et de peser sur les politiques menées dans chaque pays.

Comme en France, avec l'exemple d'un combat antifasciste mené en toute indépendance, il est temps d'organiser ce combat dans toute l'Europe. Pour cette raison aussi, Ras l'front participe aux réseaux antiracistes et antifascistes européens. Qui devraient avoir, n'en doutons pas, des rendez-vous et de nombreuses manifestations à proposer. ★

Pour tout contact avec Ras l'front :

Philippe Crottet, BP 87,
75561 Paris cedex 12.
Tél. : (1) 42 64 80 25.

Leçons de la guerre

La guerre opposant l'Equateur au Pérou a non seulement ouvert une nouvelle période de la lutte de classes en Equateur mais elle a également réveillé les pires monstres de l'Amérique latine. Dans son article notre camarade Carlos ROJAS REYES analyse les conséquences de cette guerre et les nouveaux rapports de forces qu'elle a engendrés.

Carlos ROJAS REYES

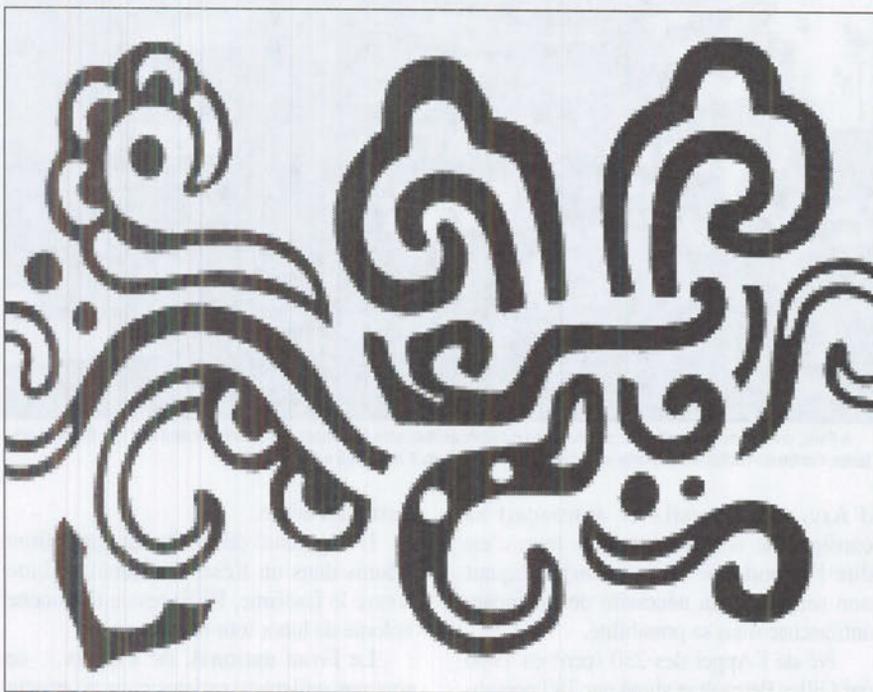
Au-delà des envolées patriotardes qui ont atteint leur apogée dans la marche de Guayaquil quelques jours avant la signature de l'accord de cessez-le-feu, on a pu observer certains changements profonds et leurs manifestations dans la société civile équatorienne, impensables il y a encore quelques années.

Quand le gouvernement équatorien a annoncé qu'il en appelait à l'autorité des garants et qu'il reconnaissait ainsi que les négociations devaient se dérouler dans le cadre du Protocole de Rio de Janeiro, l'ensemble de la population, en apparence, n'a même pas réagi, à part une ou deux voix isolées.

La thèse frappant de nullité le protocole de Rio, qui avait constitué l'arme fondamentale des secteurs patriotards, s'avérait soudain parfaitement obsolète.

Peut-être ce phénomène s'expliquait-il à la lumière de la réaction de la population face à la paix. Du gouvernement à l'ensemble des secteurs populaires, à l'exception surprenante de quelques intellectuels de gauche, tout le monde s'est lancé dans un discours sur la nécessité de résoudre le conflit par la voie pacifique, affirmant que la guerre en cours avait un caractère purement défensif.

Pourtant, au-delà de la démagogie qui se cachait derrière ce discours dans la bouche de la droite politique, il représen-



tait une véritable conscience dans la société civile.

En témoignent, même si cela n'a pratiquement pas été rapporté par les médias, les initiatives pour aboutir à une solution pacifique, nombreuses et diverses, certaines de grande portée mais qui malheureusement ne convergèrent pas dans un mouvement unifié.

Ainsi, les femmes d'Equateur et du Pérou adoptèrent une déclaration commune pour exiger la paix, tout comme des groupes de personnalités et d'universitaires des deux pays, d'entrepreneurs équatoriens et péruviens : l'Eglise catholique elle-même a lancé un manifeste signé par les deux représentants au plus haut niveau de chaque pays pour exiger la paix ; et bien sûr les indigènes de l'Amazonie.

A l'évidence, ce mouvement n'était pas homogène, marqué par des différenciations plus ou moins importantes, avec notamment l'introduction de notions ambiguës dans le discours pacifiste : la paix dans la dignité, la paix dans la justice, la paix sans annexions, etc.

Toutefois, c'est le sentiment de la nécessité d'une solution pacifique qui l'a emporté sur tous ces processus de différenciation.

Au cours des derniers mois, l'Equateur a connu un discrédit accéléré du gouvernement, un affrontement accru entre les pouvoirs — exécutif contre législatif —, une polarisation des intérêts des principaux secteurs de la bourgeoisie et, tout spécialement, un mécontentement croissant de l'ensemble de la population, dû à la dégradation des conditions de vie.

L'unité nationale

Cela s'est manifesté en particulier dans le débat sur la gouvernabilité, une question qui a pris naissance chez certains secteurs intellectuels de droite et a rapidement été reprise par les politiques.

La crise de gouvernabilité avait deux aspects : il y avait d'abord le borbier politique qui rendait de plus en plus difficile que l'exécutif et le législatif puissent fonctionner sans se paralyser mutuellement, et la prolifération de protestations sociales de la part de secteurs de masse.

Avec la guerre, le gouvernement équatorien s'est retrouvé face à une situation où tous les secteurs politiques, emportés par leur élan patriotard, ne pouvaient faire autrement que de se joindre au discours de l'unité nationale contre «l'ennemi commun».

Après la période des affrontements armés, le gouvernement et les secteurs politiques de droite ont essayé de préserver l'unité nationale en encourageant un grand consensus national sur des thèmes transcendants.

Toutefois les questions de fond quant au maintien de l'unité nationale sont apparues immédiatement : comment mettre en œuvre le projet néolibéral national sans coût politique majeur, comment défaire les secteurs populaires sans qu'ils réagissent pour défendre leurs droits. Ainsi, au beau milieu du conflit armé, on a accéléré les processus de privatisation dans le secteur nationalisé ; et on en a profité pour lancer un projet de loi pour porter la semaine de travail de 40 à 48 heures.

L'opposition bourgeoise est face à un dilemme ; d'un côté, elle est parfaitement d'accord avec les mesures antipopulaires ; mais de l'autre elle a besoin de s'en démarquer de façon à capter des voix au cours des élections de 1996.

Quant à la gauche légale, y compris l'Alliance populaire révolutionnaire équatorienne (l'APRE) du général Frank Vargas Praxos, plus empêtrée encore dans ses propres convictions, pour avoir préconisé un discours ouvertement patriotard, alors qu'elle doit opter pour une opposition frontale, elle n'a plus aucun moyen d'y parvenir, et elle n'aura même pas la crédibilité nécessaire dans la mesure où comme le Mouvement populaire démocratique (MPD), elle a pris la tête de mobilisations en faveur de la guerre et en fait du gouvernement.

Pourtant, l'unité nationale est une tactique tout à fait fragile parce que les secteurs populaires n'accepteront jamais docilement les charges économiques et les décrets antipopulaires sans réagir ; et parce que les partis politiques de droite finiront par rompre cette unité sous n'importe quel prétexte pour se singulariser aux yeux de l'électorat.

Les conséquences internationales

Si les conséquences nationales sont graves, elles le sont plus encore au niveau international.

Cette guerre locale opposant l'Équateur et le Pérou a réveillé les pires monstres de l'Amérique latine : alors que s'engageait le débat sur la consolidation de la société civile et des fragiles démocraties, les militaires trouvent de nouveaux arguments pour se renforcer et revenir sur le devant de la scène.

Face au nombre incommensurable de conflits frontaliers irrésolus, les militaires pensent que l'heure est venue de leur

modernisation : achat d'armements sophistiqués et préparation à un nouveau type de guerre.

Le militarisme, qui semblait être en franc recul, reprend vigueur dans le rôle d'arbitre des disputes entre nations, tout en jouant son rôle traditionnel de garant de la sécurité nationale à l'intérieur de chaque pays ; c'est-à-dire qu'il se charge de réprimer toute tentative de protestation contre la pauvreté, le chômage, la marginalité.

Pendant le conflit armé, l'impérialisme nord-américain est intervenu discrètement, plutôt comme spectateur face aux événements ; mais ce comportement cache d'autres motivations qui ont fini par se manifester.

En premier lieu, l'impérialisme utilise cette guerre locale comme un nouvel échantillon de guerre concrète qui permet de tester tactiques et armements qui seront ensuite utilisés dans des conflits similaires.

En deuxième lieu, à un niveau beaucoup plus important, les États-Unis avaient tout intérêt à ce que la guerre suive son cours pour en tirer des leçons à leur avantage. En plein conflit, le ministre de la Défense argentin a effectué une visite officielle aux États-Unis. Le secrétaire de la Défense, William Perry, s'est alors livré à un tour de force : il a proposé que les ministres de la Défense de tout le continent se réunissent afin de mettre sur pied une force d'intervention commune destinée à «résoudre» de tels conflits.

Les États-Unis cherchent clairement à justifier une intervention militaire en Amérique latine, aux côtés d'autres armées, dans un cadre autorisé, intervention qui s'étendrait aisément à des mouvements insurrectionnels ou révolutionnaires.

Les transformations dans les rapports de forces

La guerre a induit des changements importants dans le panorama politique équatorien. Les partis pris politiques, les préférences électorales qui se portaient principalement sur la droite traditionnelle, et les alliances électorales ont été altérées et il est encore difficile d'en apprécier la profondeur.

Avant la guerre, à grands traits, le panorama était le suivant.

Un candidat largement en tête des intentions de vote, en campagne permanente pensant les trois années de gouvernement : Jaime Nebot, du Parti social-chrétien. A l'autre extrême du spectre électoral, l'Alliance populaire révolutionnaire équatorienne (APRE), du général Frank Vargas, avait réussi à canaliser, en s'alliant au Mouvement populaire démocratique (MPD) — d'orientation maoïste à

l'origine, castriste aujourd'hui, même si dans la réalité il se comporte comme un mouvement populiste de gauche —, une bonne part du mécontentement face au gouvernement et à la débâcle de la social-démocratie, qui ne s'est pas relevée de l'expérience du gouvernement Borja.

Les autres forces de la bourgeoisie se trouvaient dans une sorte de paralysie politique, incapables d'échapper à leurs propres conflits internes ou à la décadence politique, comme dans le cas du populisme d'Abdala Bucaram, prisonnière du discrédit de certains de ses coreligionnaires.

Le Parti socialiste équatorien, touché par la confusion qui a suivi la défaite électorale de 1994, ne voyait pas quelle voie emprunter pour s'engager dans la reconstruction de son projet, essentiellement électoral ; pis encore, les profondes divergences en son sein, apparemment irréconciliables, éclataient au grand jour.

Enfin, de façon encore souterraine, mais avec une portée qui peut bouleverser l'ensemble des rapports de forces et le panorama de la gauche équatorienne, les indigènes ont commencé, de façon isolée, à se poser le problème de leur participation aux prochaines élections, avec l'idée de créer une force politique autonome, alors que lors des élections de 1994 ils ont dû passer des accords avec diverses forces, avant tout pour résoudre le problème de l'absence de candidats d'envergure nationale.

Ce panorama d'avant la guerre a subi des changements importants.

La candidature de Nebot n'apparaît plus si clairement, dans la mesure où se présentent deux forces nouvelles, qui pourraient être amenées à fusionner. D'une part, le général Gallardo, ministre de la Défense, qui apparaît comme le responsable de la stratégie de guerre et qui a réussi le coup de génie de faire croire au peuple que cette guerre s'est conclue sur une victoire. Le général Gallardo a manifesté clairement son intention de se lancer dans la politique et s'il le fait, comme cela semble devoir être le cas, il a de fortes chances de gagner les élections présidentielles de 1996.

D'autre part, Ricardo Noboa, ancien député social-chrétien a quitté ce parti et, après la guerre, s'est lancé comme candidat indépendant. Face au discrédit des partis, Noboa a gagné une audience considérable, et cela pose la question d'une alliance avec le général Gallardo. Cela ne veut certes pas dire que Jaime Nebot et le Parti social-chrétien aient perdu toute possibilité, mais ils n'apparaissent plus comme la seule force à qui la présidence serait pratiquement promise. Il va leur falloir se remonter les manches.

La solution qu'incarne le général Frank Vargas, qui avant la guerre apparaissait également comme la possibilité pour certains secteurs radicaux de battre les sociaux-chrétiens, est confrontée aujourd'hui à l'influence grandissante du général Gallardo et de l'armée, qui sont beaucoup plus populaires et dont le prestige est difficilement attaquant dans la marée chauviniste qui submerge les moyens de communication. Ainsi, et sans qu'il s'agisse à proprement parler d'un effet de la guerre, mais c'est un élément supplémentaire de la situation politique nationale, on peut considérer comme acquise la fusion entre le Parti socialiste et l'APRE, tout cela alors que fait rage au grand jour l'affrontement des deux fractions.

Nous ne pouvons pas examiner ici toutes les conséquences complexes de cette fusion, de portée considérable, mais il faut souligner que le panorama des forces socialistes s'en trouve radicalement modifié. Suite aux événements d'Europe de l'Est, et de par leur propre crise interne, une série de petites et de moyennes formations qui se définissaient comme socialistes ont disparu et il ne reste plus, en tant que parti légal, que le Parti socialiste, et en marge de la légalité, Démocratie socialiste.

Maintenant, le Parti socialiste disparaît en tant que tel, et cela marque la fin de toute une époque, parce que dans ses rangs coexistaient deux histoires parfois parallèles, parfois confondues, celle du socialisme social-démocrate de fait et celle du socialisme révolutionnaire. La fusion signifie la disparition de ces deux tendances. Les forces bourgeoises du centre se retrouvent comme avant, sinon plus, perdues dans un panorama politique qu'elles n'arrivent pas à appréhender, et elles commencent à se tourner vers différentes alternatives : essayer de tirer parti du prestige des militaires, s'unir à l'APRE, s'unifier entre elles.

Pour le mouvement indigène, la guerre a représenté un frein dans le développement d'une alternative indigène et populaire qui permette de conquérir des gouvernements locaux, et il se trouve assez désorienté.

Le mouvement de masse

Dans les analyses antérieures à la guerre, on insistait sur le fait que le soulèvement indigène de 1991 avait ouvert une nouvelle période dans la lutte de classe, avec l'entrée en scène d'un secteur social qui prenait le relais de la classe ouvrière et empêchait que le mouvement populaire ne se retrouve totalement orphelin et désorienté.

A cela s'ajoutaient les luttes du secteur public, qui au-delà de leur dispersion, représentaient des foyers de résistance locale, et un obstacle face à la voracité de la politique néolibérale.

Mais aujourd'hui la situation s'est assombrie et il est bien tôt pour tirer des conclusions définies et définitives. On peut toutefois avancer certaines idées.

Les luttes sociales ont été coupées à la racine avec le déclenchement de la guerre, et leur dynamique totalement bloquée. Ce n'est même pas principalement la répression, mais la vague chauviniste et la démagogie de l'unité nationale face à «l'ennemi commun» qui ont empêché que se manifeste la lutte pour les revendications, et en particulier une bataille commune pour que les pauvres n'aient pas à payer le prix de la guerre comme cela se passe effectivement.

La dynamique des luttes sociales a donc été inversée, ou tout au moins paralysée.

Ces derniers jours, on assiste à un tout début de reprise des luttes sociales, mais le gouvernement a pu s'appuyer sur la Loi de sécurité nationale pour opposer la répression à ces manifestations embryonnaires de mécontentement social.

Comme on voit, les gouvernements bourgeois passent très vite de la guerre externe à la guerre interne, de la guerre contre le fameux ennemi extérieur à la répression contre leur propre peuple à qui on dénie jusqu'au droit élémentaire de protester ou de s'exprimer, alors que dans tous les secteurs de la droite à la gauche, on chante les louanges des militaires et des héros de la patrie. Mais la patrie n'existe plus pour la classe dominante dès que le peuple manifeste son mécontentement.

Pourtant cette situation de blocage brutal de toute mobilisation par la guerre ne peut pas durer indéfiniment, comme le voudrait la bourgeoisie, même si elle s'efforcera de la prolonger au maximum, vu la proximité des élections de 1996.

En fait, l'ensemble des partis bourgeois ne peuvent plus attendre pour lancer leurs campagnes et prendre rapidement leurs distances avec l'exécutif, en rompant l'unité nationale.

Cela peut redonner un espace politique aux luttes populaires, et ouvrir la possibilité que se développent des alternatives électorales de la part de la gauche légale, ou des secteurs indigènes alliés à certaines couches urbaines.

De toutes façons, c'est une situation très incertaine et peu claire. Le comportement des électeurs est obscurci par l'apparition de nouvelles forces politiques et la dynamique propre à la guerre ne s'est pas encore épuisée. Le gouvernement peut s'en servir s'il le juge nécessaire pour faire

pression sur l'opposition en brandissant le spectre de l'ennemi extérieur et en réclamant l'unité nationale.

Cela dépendra essentiellement de la capacité des secteurs populaires, et en premier lieu du mouvement indigène, des services publics et des initiatives concrètes que prendra la gauche légale, si elle ne s'enferme pas dans un électoralisme aveugle.

Plus qu'en toute autre occasion, la combinaison exacte des luttes populaires avec la lutte légale peut relancer le mouvement de masse et lui permettre de freiner l'offensive de la bourgeoisie.

L'Équateur face à de profondes transformations

La guerre a permis en outre que des changements radicaux en cours dans la société équatorienne apparaissent en pleine lumière et profitent de la conjoncture pour se consolider. Bien sûr, ces transformations sont en gestation depuis des années, mais elles se sont pleinement développées au sortir de la guerre.

C'est pourquoi nous avons souligné que le soulèvement indigène de 1991 a enclenché un processus qui débouche maintenant sur une nouvelle configuration des rapports entre les classes, et marque de son empreinte toute la dynamique de la lutte de classe pendant cette période.

Deux de ces transformations sont pleinement visibles au lendemain de la guerre : en premier lieu, l'existence d'un projet social et politique des militaires équatoriens ; et en second lieu la difficulté historique de la bourgeoisie à passer de l'économie au politique. Ces deux éléments sont intimement liés.

Le projet des militaires

Depuis plusieurs années et de façon assez souterraine, les militaires équatoriens ont lancé une stratégie visant à établir des liens avec la société civile, en particulier dans les secteurs que leur état de pauvreté pourrait rendre explosifs.

Ces liens sociaux qui se sont d'abord manifestés vigoureusement dans le mouvement indigène de la sierra équatorienne, ont rapidement gagné les villes, avant tout Quito et Guayaquil, dans les vastes quartiers déshérités et privés de tout service public.

Les actions des militaires concernent la fourniture de main-d'œuvre gratuite, l'aide technologique, l'alimentation gratuite, l'aide à la construction de voiries, d'installations sanitaires.

L'intervention des militaires dans une communauté ou un quartier donné

implique soit la dissolution de l'organisation populaire quand elle est incompatible avec le projet de l'armée, soit, ce qui est plus fréquent, sa captation et sa sujétion rapide.

Le projet de l'armée concernant ces réseaux sociaux vise à freiner la mobilisation populaire ; en contrôlant directement les secteurs potentiellement explosifs, il a atténué de façon paternaliste l'extrême pauvreté. Il s'agit donc d'abord d'une stratégie de contrôle de la population et de sa capacité à se manifester de façon indépendante.

Mais ce projet de réseaux sociaux a un fondement politique.

Les militaires se dotent d'une base sociale, mais cela n'a de sens que si derrière se dessine un projet politique visant à la conquête du gouvernement par la voie électorale, en engageant un ou deux de ses généraux dans la bataille électorale.

Ces éventuelles candidatures de militaires ne sont pas du même ordre que celles que nous avons connues jusqu'ici, avec quelques militaires en retraite qui s'engagent dans la politique, comme dans le cas de Frank Vargas, parce qu'il ne s'agit que d'initiatives personnelles ou de groupes marginaux.

Dans ce nouveau scénario, les candidats militaires sont directement liés à une perspective d'insertion de l'armée équatorienne dans la vie civile et politique de ce pays pour en prendre la direction.

Cette stratégie politique lance aussi ses filets vers la petite bourgeoisie qui, dans ce climat désolant quant aux idées et aux alternatives, va où souffle le vent et accepte rapidement de se convertir en intellectuels organiques au service des militaires.

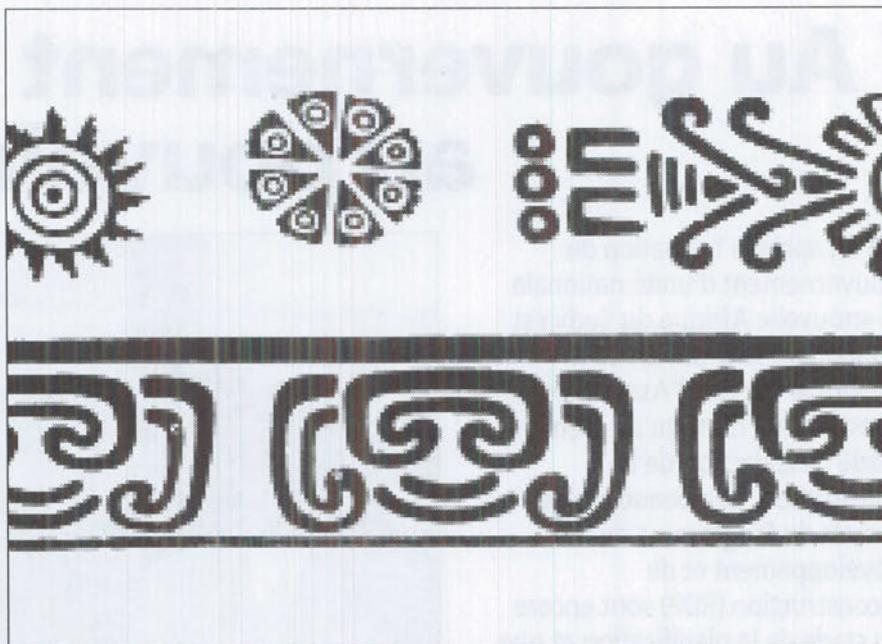
Comme nous l'avons vu pendant l'affrontement armé, les intellectuels ont fait la preuve d'une formidable capacité politique en théorisant «le nouveau rôle des militaires» ou en décrétant à l'armée équatorienne le titre «d'armée illustre».

Pour parvenir à une compréhension correcte de ce phénomène, il faut analyser le second phénomène que nous avons relevé, les problèmes politiques de la bourgeoisie.

La situation de la bourgeoisie

Traditionnellement, le débat a porté aussi bien sur la perspective politique que sociologique de la «crise de représentativité» de la bourgeoisie équatorienne, qui a pris dernièrement la forme d'une crise de gouvernabilité.

Pourtant, cela fait longtemps qu'il ne s'est pas manifesté de crise de représentativité parce que la bourgeoisie a fini par



trouver un secteur de la société qui prenne en charge ses intérêts.

Le problème est ailleurs et tient à ce que la bourgeoisie en tant que classe n'a pas réussi à se transformer en classe politique qui administre directement les affaires de l'Etat, et s'est trouvée soumise sous les derniers gouvernements à un forcing entre différents groupements de droite, où aucun n'a réussi à se faire reconnaître par l'ensemble des autres.

Les gouvernements apparaissent comme gouvernements de fractions de la bourgeoisie plus ou moins restreintes, quand bien même ils mettent en œuvre une politique au service de l'ensemble de la classe.

Cette difficulté à se transformer en classe politique a acquis sa plus haute expression dans la crise de la structure même de parti et l'apparition de ceux qu'on appelle indépendants, qui pourront participer à la vie politique et aux élections de plein droit et en marge des partis politiques.

Appelé à se généraliser lors des élections de 1996, ce phénomène n'est pourtant pas nouveau. Nous pouvons relever des faits qui témoignent de cette tendance : la rupture de Roldos avec le Parti populiste qui l'a porté à la présidence, le départ de Sixto Duran du Parti social-chrétien pour pouvoir se faire élire président.

Le parti que Sixto Duran a créé immédiatement est entré dans une crise si profonde qu'elle conduira probablement à sa disparition.

Il est clair que l'ouverture légale des candidatures à des personnalités indépendantes aura une profonde répercussion sur la gauche équatorienne et sur les possibilités d'expression propre des secteurs popu-

laires, mais cela mérite une analyse détaillée ultérieure.

Même si en apparence ces deux phénomènes, le projet des militaires et l'apparition de personnalités indépendantes, se sont développés de façon parallèle et à des moments différents, ils répondent néanmoins à une même vague de fond, à des problèmes similaires que la classe dominante s'efforce de résoudre.

Face à l'impossible consolidation d'une classe bourgeoise pleinement définie qui assume l'ensemble des intérêts de la classe dominante, ses propres intérêts poussent à ce que divers personnages se déguisent en indépendants et s'efforcent de canaliser aussi bien le mécontentement populaire que les intérêts de la bourgeoisie.

Mais dans le même temps les militaires, institution clé pour la défense de l'Etat et la domination de la bourgeoisie, tendent à assumer une position bonapartiste, à se placer au-dessus des différences entre les secteurs de la bourgeoisie et à gouverner en son nom.

A ces transformations de la société équatorienne s'ajoutent des changements importants qui ont ouvert une nouvelle période de la lutte des classes : la déconstruction de la gauche qui s'est manifestée récemment dans la fusion du Parti socialiste et de l'APRE, sa substitution par le mouvement indigène en tant que fer de lance dans la lutte contre la domination du prolétariat, et la consolidation du projet néolibéral.★

Equateur, avril 1995.

Au gouvernement mais pas au pouvoir

DOSSIER

Un an après la formation du gouvernement d'unité nationale la «nouvelle Afrique du Sud» est en train de se dessiner. Cela malgré le fait que l'Assemblée constituante n'est qu'au premier stade de rédaction de la constitution, que beaucoup de projets du Programme de développement et de reconstruction (RDP) sont encore au stade de la planification et que la réintégration de l'Afrique du Sud dans l'économie mondiale est en train d'être négociée.

Mark HARPER



Le jugement du rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI) est révélateur : «le cours du débat sur la politique économique en Afrique du Sud a été extraordinaire. Il y a 18 mois la discussion était centrée sur l'intervention du gouvernement, les programmes de travaux publics et les nationalisations. Actuellement la discussion est centrée sur la discipline fiscale, le commerce en tant que stimulant de la croissance et les privatisations» (*Sunday Time*, 9 avril 1995). Ce n'est pas seulement au niveau de «l'économie politique» que nous pouvons saisir ces changements d'une orientation émancipatrice à une orientation politique plus traditionnelle. Cela se reflète également dans l'évolution du RDP et d'autres orientations sociales du gouvernement concernant l'héritage de l'apartheid.

C'est la très calomnieuse Winnie Mandela qui a mis le doigt sur le vrai problème, lorsque aux obsèques d'un policier noir elle a demandé d'une façon rhétorique à la direction de l'ANC de prouver «si nous sommes au pouvoir ou tout juste au gouvernement» ? Elle n'était pas seulement en train de toucher un point sensible pour l'ANC — ce qui devait finalement aboutir à son exclusion du gouvernement — mais soulignait également un fait évident, que ses anciens camarades de la

direction de l'ANC et ses alliés (SACP et COSATU) ne voulaient pas aborder, à savoir des postes au gouvernement, bien que nécessaires, ne constituent pas une condition suffisante pour assurer la transformation de la société sud-africaine.

Ce qui était implicite dans l'agitation ouverte de Winnie Mandela contre le gouvernement, c'est une autre question peut-être encore plus importante, que son ancien mari avait posée au début de la dernière conférence de l'ANC : « On ne saurait rejeter la méthode qui utilise le processus de négociation pour établir une tête de pont au niveau du pouvoir. Le défi auquel nous devons faire face est de savoir si nous serons effectivement capables d'utiliser les nouvelles positions pour déterminer une transformation fondamentale». Un an plus tard un bilan peut être tiré.

La dilution du RDP

Le RDP a été conçu au départ par la COSATU comme le moyen de garantir qu'une fois au pouvoir l'ANC respecte son engagement de satisfaire les besoins sociaux des masses opprimées. Il est devenu par la suite le manifeste électoral de l'ANC. En fait, ce document dans sa version finale comprenait des idées centristes et même conservatrices. Dans son discours après la victoire électorale Nelson Mandela avait expliqué aux autres partis

membres du gouvernement d'union nationale que l'ANC en tant que parti du gouvernement n'aurait toléré aucune opposition au RDP. Au lieu de rejeter ouvertement le RDP, les représentants des classes dominantes qui s'y opposaient ont tenté d'exploiter ses ambiguïtés pour justifier leurs orientations politiques et économiques. Par exemple, le patron de l'industrie automobile et certains fonctionnaires du gouvernement lors de la grève du NUMSA (syndicat des métallurgistes) en 1994 ont brandi le RDP contre les grévistes en expliquant que la perte de production mettait en cause sa réalisation. Le même argument est avancé aujourd'hui pour amener les habitants des banlieues à arrêter le boycott du paiement des services municipaux.

Les aspects conservateurs du RDP ont été renforcés lors des marchandages pour adopter le RDP comme politique du gouvernement. Comme De Klerk l'a dit, «le RDP n'est plus le programme de l'ANC mais le programme de nous tous». Les changements introduits étaient si importants, que la COSATU a éprouvé le besoin de mettre en garde contre le danger que le RDP ne se réduise à un amortisseur de l'impact du chômage et de la pauvreté.

La conséquence de la version finale du RDP a été que ce dernier est devenu prisonnier d'une politique économique et conservatrice qui a mis l'accent sur la dis-

cipline fiscale, la réduction des dépenses gouvernementales et la promotion d'une croissance basée sur les exportations, la réduction de l'inflation, la libéralisation du commerce et la création d'un climat favorable aux investisseurs.

Cette approche conservatrice est soulignée par la décision du gouvernement de ne pas baser la réalisation du RDP sur une augmentation des dépenses gouvernementales. La portée de ce repli est apparue clairement lorsque le gouvernement a projeté de réduire ses dépenses pour les cinq prochaines années de 17 % à 20 % du Produit national brut

(PNB). Le financement direct du RDP par le budget de l'Etat, combiné au contrôle nécessaire du déficit budgétaire, auraient comporté une redistribution importante du revenu en faveur des ouvriers et de l'Etat. En revanche le gouvernement a proposé de collecter les fonds pour le RDP par la privatisation des propriétés de l'Etat. Au début, la privatisation était projetée pour des terres de l'Etat et des bâtiments gouvernementaux, etc. Maintenant on projette aussi la privatisation des services publics essentiels. Cela a provoqué des manifestations de protestations de la part des postiers et des cheminots. La bataille pour la privatisation a été menée avant tout par le vice-ministre des Finances, Alec Erwin, vieux syndicaliste et socialiste de gauche. Par un tournant à 180° Erwin, qui avait joué il y a quelques années un rôle central contre l'introduction de la TVA, explique aujourd'hui que la privatisation des entreprises de l'Etat représente un meilleur moyen de réaliser les objectifs du RDP que la distribution gratuite des produits de première nécessité. Et quand il prône de baser le RDP sur la croissance économique il confirme la thèse du gouvernement selon laquelle la prospérité des affaires constitue le moteur de sa réussite.

Au service des investisseurs

La caractéristique majeure de la politique économique du gouvernement est de créer un climat favorable aux investisseurs. Voilà pourquoi on se préoccupe de la violence permanente, du taux élevé de criminalité, de la menace de la police en grève pour l'augmentation des salaires et des étudiants qui boycottent les cours dans de nombreux établissements scolaires.

Toujours dans le souci de favoriser les investissements étrangers le gouvernement a adopté une politique de libéralisation du commerce. Il a signé l'accord du GATT qui exige l'ouverture du marché, et s'est engagé à éliminer rapidement les tarifs commerciaux et douaniers. Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Trevor Manuel, est même allé plus loin que la privatisation brutale exigée par les institutions internationales, ce qui a provoqué des manifestations des ouvriers du textile et de l'automobile dont l'emploi est menacé. C'est le même Manuel qui a rejeté l'idée d'introduire une législation anti-trust qui, d'après lui, entraverait la capacité du patronat sud-africain à être compétitif sur le marché mondial.

Le but sous-jacent de la politique économique gouvernementale est d'attirer des investissements étrangers et nationaux importants comme moyen pour assurer le développement. Le secteur privé est encouragé à investir

dans le bâtiment, dans l'infrastructure (canalisation, électricité, télécommunications, etc.)

En d'autres termes, le gouvernement veut garantir des taux de profit élevés, ce qui pose le problème du coût du travail. Le patronat se plaint d'une faible productivité du travail ; selon lui l'Afrique du Sud ne pourra être compétitive sur le marché du travail sans réaliser en même temps une réduction des salaires et une augmentation de la production.

La volonté de limiter les augmentations des salaires est apparue à l'occasion des négociations annuelles pour les salaires, les patrons exigeant que les augmentations soient inférieures aux taux d'inflation même au risque de faire saigner leurs industries. Cela a été particulièrement vrai lors des deux principales grèves des deux dernières années (automobiles et supermarchés Pick'n Pay).

C'est pourquoi, s'il est étonnant que le président Mandela ait choisi le Congrès de la COSATU pour demander aux ouvriers de serrer leurs ceintures, l'appel aux travailleurs pour qu'ils limitent leurs revendications salariales de la part du représentant du gouvernement d'unité nationale ne l'est pas.

Une autre atteinte à la satisfaction des besoins populaires a été la politique de rigueur monétaire appliquée par la Reserve Bank indépendante. Malgré une croissance économique anticipée de plus de 3 % pour l'année en cours, le gouverneur de la Banque centrale a augmenté deux

fois le taux d'intérêt et en projette deux autres pour cette même année.

Au mois de mars le ministre des Finances, Liebenberg, a présenté le premier budget du RDP qui n'autorise aucun optimisme. S'il tient compte de l'inflation et de la croissance de la population, ce budget ne comporte aucune augmentation des dépenses sociales pour la santé, l'éducation, etc. L'objectif de ce budget est d'encourager les affaires afin de réaliser une croissance économique et dans ce cadre on aborde les problèmes du chômage et de la pauvreté. Le monétarisme, l'austérité salariale, l'accroissement de la productivité, la libéralisation du commerce, les privatisations et la croissance basée sur les exportations sont devenus les traits essentiels de la politique économique du gouvernement. Pour utiliser l'expression du quotidien conservateur *Financial Mail*, la plus grande vertu du RDP est la «modestie».

Que sont devenues les promesses sociales du RDP ?

L'un des projets présidentiels qui a été réalisé avec le plus de succès est celui de la distribution de nourriture dans les écoles : 5,5 millions d'enfants en auraient bénéficié en recevant un sandwich correspondant à 25 % des besoins quotidiens d'un enfant. Les soins gratuits pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 6 ans sont considérés comme un autre succès du projet présidentiel (qui coûterait 485 millions de rands, bien qu'il ait provoqué des tensions dans le service de santé). Le projet de fourniture d'eau potable, tout en étant encore au stade préparatoire, a commencé à se développer : il en prévoit la distribution à 1,4 million d'habitants de différentes communautés rurales.

On a prêté beaucoup d'attention au programme de construction de logements présenté comme l'un des projets les plus ambitieux du RDP. Fin février on n'avait achevé que 876 logements, destinés à des personnes à revenu élevé susceptibles de présenter des garanties financières pour obtenir des subsides gouvernementaux. L'une des raisons de la lenteur de la construction des maisons a été le retard dans la définition d'un mécanisme de garanties de la part des constructeurs sans lesquelles les banques ne sont pas disposées à financer des projets pour des logements à bon marché.

L'annonce récente par le nouveau commissaire de police, George Fivas, selon laquelle des fonds du RDP seraient utilisés pour construire davantage de com-



missariats de police indique symboliquement dans quelle mesure le RDP est en train de perdre son contenu progressiste.

La conférence de l'ANC

Le défi de la 49^e conférence de l'ANC tenue au mois de décembre 1994 consistait à voir s'il était possible de contrecarrer la tendance à reléguer les revendications populaires à la dernière place de l'ordre du jour du gouvernement et d'esquisser une stratégie visant à donner la priorité aux intérêts des masses opprimées dans cette période de transition.

Avant la conférence il existait au sein de l'ANC une certaine tension. Les gens se plaignaient que les dirigeants une fois devenus des personnages haut placés perdent le contact avec les masses. Notamment, il y avait un mécontentement provoqué par la lenteur dans l'application du RDP.

Toujours est-il que la conférence a été une célébration de la victoire électorale plutôt qu'un forum où les délégués de base pourraient exprimer leur souci.

Des discussions sur la stratégie et la tactique il est ressorti qu'il fallait continuer la lutte pour faire progresser et approfondir le processus de transformation : *«Notre victoire décisive aux élections d'avril a été l'avancée la plus décisive dans l'histoire de notre lutte pour la libération nationale, l'objectif fondamental reste la réalisation du gouvernement par la majorité et la construction d'une société non raciale et non sexiste, ce qui comporte la transformation fondamentale de tous les aspects de notre société. Par conséquent nous réaffirmons que la libération des Noirs en général et des Africains en particulier est le contenu principal de notre révolution démocratique et nationale (Document de la conférence sur la stratégie et la tactique).»*

Puisque on continue à expliquer que le compromis des accords négociés qui impliquait la réalisation d'une pleine démocratie était le résultat du rapport de forces à l'époque, il appartenait à l'ANC de définir une stratégie pour changer ce rapport de forces défavorable. Il était essentiel dans ce but de préciser le rôle des forces populaires organisées aussi bien dans le mouvement de masse que dans les structures de base. Pourtant, dans les résolutions ou documents de la conférence, il n'y a aucune référence à une stratégie engageant les forces populaires dans des campagnes et des mobilisations de masse.

Presque toutes les résolutions concernant les tâches de transformation démocratique indiquent ce que l'ANC doit faire au gouvernement et au parlement. On ne fait

pas allusion à la nécessité d'élargir et de stimuler les luttes dans les entreprises dans les quartiers et dans les cités pour renforcer la position de l'ANC dans le gouvernement. En fait la déclaration de la conférence affirme : *«Notre nature de mouvement ayant une large nature populaire devrait faciliter la réalisation des programmes gouvernementaux de transformation de notre société.»*

Une lutte récente contre le racisme a illustré ce point. Au mois de février 1995, le syndicat de police et des gardiens de prisons (POPCRU) a engagé une action militante pour contrecarrer le racisme extrême des officiers de la police blanche. Dans la mesure où la lutte s'est élargie, la direction de l'ANC a exercé une pression sur le syndicat pour qu'il suspende son action de



peur de provoquer une rébellion parmi les forces de sécurité.

La ligne pragmatique et prudente de la direction de l'ANC est illustrée aussi par la nature des résolutions sur la transformation de l'appareil de l'Etat. La conférence a invité le Comité exécutif nationale (NEC) *«à examiner la nécessité d'amender la constitution intérimaire de façon à permettre au gouvernement d'appliquer sa politique sur la fonction publique.»*

Les clauses de compromis selon lesquelles l'ANC avait proposé un partage du pouvoir et la garantie de tous les postes des fonctionnaires publics pendant cinq ans, constituent un obstacle majeur à la réalisation de la politique de l'ANC au gouvernement. C'est pourquoi des délégués ont proposé avec force de supprimer cette clause par un effort de l'ANC pour gagner une majorité des deux tiers.

Dans la discussion de la commission on a demandé aux délégués d'être réalistes. Il y avait très peu de chance pour que leur proposition soit acceptée puisque les conditions qui avaient amené l'ANC à accepter le compromis n'avaient pas chan-

gé. La version finale de la résolution n'engage l'organisation ni dans un sens ni dans l'autre. Elle charge le NEC de vérifier si l'initiative visant à supprimer la clause en question n'amènerait pas à une réaction des blancs en provoquant une situation instable.

Quant à la résolution de la commission sur la transformation de l'économie, elle dit entre autres : *«Puisque notre économie est relativement faible notre pouvoir de négociation est limité. La réalité de l'économie globale est déterminé par un monde unipolaire où dominent des pays comme les Etats-Unis et des blocs commerciaux. Pour atteindre notre but de transformation nous devons maintenir notre orientation, conscients du pouvoir du capital international. Si nous ignorons cette réalité, le peuple de l'Afrique du Sud devra payer un prix élevé et on ne réalisera pas la transformation. Nous devons opérer d'une façon responsable. Respectons les comptabilités de nos dépenses.»* En d'autres termes la transformation de l'économie se réduit au soutien à la ligne adoptée par le gouvernement.

Dans cette conférence, la première après l'entrée de l'ANC au gouvernement, il n'y a eu aucune référence à la Charte de la liberté avec ses propositions radicales de nationalisation et de réforme agraire qui avaient permis à l'ANC de devenir hégémonique dans le mouvement de masse. La montée au sein de l'ANC d'une direction qui n'a pas la volonté politique de défendre avec confiance les intérêts de sa base a été donc confirmée par cette conférence. Alors que cette direction projette de réformer l'Etat, il semble que ce soit l'Etat qui commence à la réformer.

NEDLAC et les nouveaux rapports de travail

Après la conférence de l'ANC, et selon ses indications, le gouvernement a mis sur pied le Conseil national du développement et du travail (NEDLAC) qui doit constituer un forum où le gouvernement, les travailleurs et le capital peuvent s'accorder sur une stratégie économique et industrielle. Derrière cet engagement tripartite de l'ANC, il y a la conviction qu'il est possible de canaliser toutes les forces vers la reconstruction du pays par une politique de consensus social. Dans ce but, la lutte de classe doit être remplacée par des contrats sociaux et des accords négociés.

Dirigé par l'ancien syndicaliste Jayandra Naidoo, (à ne pas confondre avec Jay Naidoo, ancien secrétaire général du COSATU et maintenant ministre du RDP) le NEDLAC réunit la vieille Commission

nationale de la main-d'œuvre et le Forum économique national. Il se compose de trois chambres : finances publiques et politique monétaire, commerce et industrie et marché du travail et développement. Des organisations représentant de la «société civile» seront aussi intégrées à la chambre du développement. La SANCO, l'organisation nationale des *civics* (comités de quartiers) est parmi les organisations représentées. L'un des critères d'admission, à part la représentativité, est la capacité d'une organisation à garantir que ses membres respectent les décisions et les accords du NEDLAC.

La presse patronale analyse la question de savoir si parmi les accords probables au sein du NEDLAC il y aurait un pacte social «qui introduit des restrictions salariales en échange de programmes de formation assurés par les patrons et des avantages de RDP assurés par le gouvernement» (*Cape Times*, 7 avril 1995). La COSATU a salué la formation du NEDLAC en expliquant que cela met fin à l'action unilatérale de la part du gouvernement.

Nouvelle loi sur le travail

Un des premiers accords réalisés par le NEDLAC sera le parachèvement d'une nouvelle loi sur le travail. Presque au même moment où le NEDLAC a été constitué le ministre du Travail, Tito Mboweni, a publié un projet d'un nouveau Code de travail. Un axe central de ce Code consiste à déplacer les rapports de travail d'une approche conflictive à la participation et la solution conjointe du problème, de façon à réduire les possibilités de grèves et conflits entre ouvriers et patrons. En se basant sur le modèle allemand on introduit la codétermination dans les entreprises de 100 ouvriers ou plus. Selon le mémorandum qui accompagne le projet, l'introduction de ce mécanisme vise à assurer une participation ouvrière «permettant d'augmenter la productivité et la rentabilité». Tenant compte des besoins des employeurs de restructurer leurs entreprises de façon à les rendre plus compétitives, le mémorandum explique qu'il faudra introduire des structures qui facilitent la coopération entre patrons et ouvriers de façon que la restructuration ne se réalise pas au détriment des droits des ouvriers et de la sécurité du travail. La COSATU est en général en faveur de la codétermination qu'elle interprète comme un élargissement des droits des syndicats. Toutefois une discussion est en cours sur la question de savoir si les lieux de travail sont le cadre le plus apte à la codétermination.

En plus dans des périodes de crises

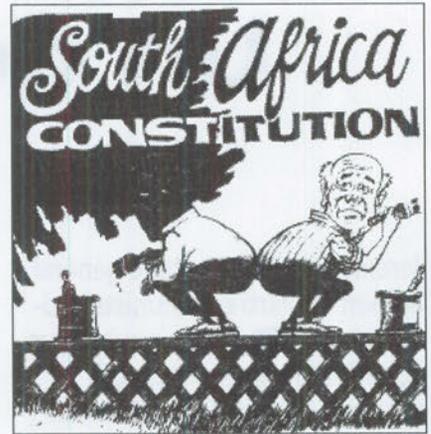
économiques structurelles avec les restructurations qui s'ensuivent, les directions des organisations populaires sont souvent obligées d'exercer une contrainte sur leurs membres pour leur faire accepter des accords impopulaires sur les restrictions salariales, etc.

Le mouvement de masse

Le mouvement de masse, qui en règle générale a soutenu l'ANC, est fondamental pour toute stratégie visant à remettre à l'ordre du jour les intérêts de la classe ouvrière.

Cela apparaît particulièrement difficile du fait qu'au cours des dernières années le mouvement de masse s'est considérablement affaibli pour toute une série de raisons. L'une des raisons fondamentales de la détérioration du rapport de forces est une approche du problème de la transition qui ne permet pas aux organisations de masse d'avoir une vision stratégique de la défense des intérêts de leurs membres.

L'absorption d'une partie du mouvement dans les structures de l'Etat pèse dans ce sens : des milliers de dirigeants syndicalistes, des organisations de quartiers et des militants de communautés sont membres du parlement ou du gouvernement ou sont placés dans tel ou tel autre département gouvernemental. Cela a laissé un vide dans le mouvement populaire d'autant plus que leur activité est axée sur la réalisation de la politique gouvernementale. Le renouveau de traditions militantes est essentiel pour reconquérir l'indépendance politique et organisationnelle du mouvement populaire. Une partie de cette tâche consiste à développer des campagnes en défense des intérêts des masses. Les promesses sociales contenues dans le RDP sont un bon point de départ. Les syndicats, les comités de quartiers, les femmes, la jeunesse et les organisations étudiantes doivent s'engager au maximum pour que le RDP soit stimulé par le peuple. Le secrétaire général du COSATU Sam Shilowa dans une réunion récente avec une délégation du SACP a fait des remarques utiles à ce sujet : «Le RDP ne sera pas stimulé par le peuple par des procédés magiques : nous devons élaborer des structures et des programmes pour impulser la créativité populaire. Nous devons retrouver l'imagination révolutionnaire qui a été dans une certaine mesure perdue ! Sans transposer mécaniquement d'autres expériences, nous devons prendre en considération des programmes de masses qui ont été réalisés dans d'autres transitions révolutionnaires au Nicaragua et à Cuba. Le fait que nous avons eu une "révolution négociée" ne signifie pas que



nous ne puissions pas mobiliser des campagnes de masse nationales contre l'analphabétisme, pour la prévention sanitaire, la réforme agraire et les logements. Nous avons besoin de mobiliser toutes nos structures au niveau local dans des campagnes nationales dans lesquelles chacun puisse contribuer selon les conditions locales, comme nous l'avons fait lors de la campagne de l'UDF. Pour réussir, il faut un front pour la reconstruction et le développement avec des unités de base dans les localités, les entreprises, les villages, etc.» (*African Communist*, first quarter 1995).

Cela représenterait un pas en avant très important. Mais une telle initiative irait à l'encontre de l'orientation de l'ANC au gouvernement. Le gouvernement dirigé par l'ANC, a ignoré les mobilisations de masse ou a essayé de les neutraliser en expliquant que c'était la tâche du gouvernement de décider ce qu'il devrait faire. La lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier passe par l'existence d'une organisation politique enracinée dans les organisations de masse, qui a la légitimité pour défier les forces qui projettent des réformes strictement contrôlées par en haut.

Le principal défi qui se pose à la gauche est celui de la construction d'un pôle politique crédible, capable de capter aussi bien les nouvelles luttes que le mécontentement et les ruptures partielles qui pourraient voir le jour dans le vaste courant disparate que forme le bloc ANC-SACP-COSATU. ★

Avril 1995

Un déplacement à opérer

DOSSIER

Jeremy Cronin, secrétaire général adjoint du Parti communiste sud-africain (SACP), a bien voulu nous accorder une interview, où il présente les décisions prises lors de la dernière conférence du parti, tenue pour la première fois sous le gouvernement d'unité nationale, et explique le contenu actuel donné par son parti à la «révolution démocratique et nationale».

Entretien avec Jeremy CRONIN

Inprecor : Le Parti communiste sud-africain (South African Communist party SACP) vient de tenir sa première conférence sous le gouvernement d'unité nationale dans lequel l'African National Congress (ANC) est la force dirigeante : peux-tu nous décrire l'atmosphère de la conférence et ses principaux résultats ?

Jeremy Cronin : Il y avait une atmosphère de fête. Etaient présents 70 invités internationaux qui représentaient des partis communistes et socialistes de gauche (Cuba, Viêt-nam, Argentine, Espagne, etc.). Le résultat principal a concerné la réaffirmation de notre conception stratégique. Lors de la conférence de décembre 1991 il y avait pas mal de confusion et même des divergences au sein du SACP, du fait que la conférence se tenait au moment où les négociations étaient entamées et juste après l'écroulement de l'Union soviétique. Le congrès avait pour but d'unifier le parti autour d'une conception stratégique qui nous a permis d'atteindre une plus grande cohérence. Après le 9e congrès, au niveau de la direction large, notre document sur la stratégie et la tactique, amendé au congrès d'une façon positive, a clarifié davantage dans le parti notre vision stratégique. Un autre succès de la conférence a été un engagement fondamental à développer les cadres, de façon à donner au parti une plus grande



cohérence. Cela est crucial pour la construction du parti. Un troisième résultat a été qu'on est sorti de la conférence avec un très fort comité central, ce qui est très encourageant pour des permanents du parti comme moi-même. Il s'agit d'un comité central (CC) où se retrouvent des leaders importants du mouvement syndical, des ministres et des vice-ministres, des premiers ministres provinciaux, des députés et d'autres représentants institutionnels de notre société, ce qui rend possible des débats très intéressants. Par exemple, de vieux dirigeants du COSATU (Congres of South-Africa trade unions) comme Enoch Godongwana, le secrétaire général du NUMSA (Syndicat des métallurgistes), le secrétaire général du NUM (Syndicat national des mineurs) et son adjoint ont accepté de siéger au comité central. Nous avons aussi au CC des ministres, Jeff Radebe et Sidney Mufamadi, et deux vice-ministres, Ronnie Kasrils et Geraldine Fraser, Alec Erwin, ministre des Finances, a préféré ne pas se représenter.

Cela démontre que les syndicalistes et les ministres prennent le parti au sérieux et le considèrent comme un cadre politique important.

● **Les changements rapides qui**

se sont produits en Afrique du Sud, combinés aux changements historiques qui ont eu lieu dans le monde après l'écroulement de l'URSS et des régimes bureaucratiques de l'Europe de l'Est, ont semé la confusion parmi de nombreux militants aussi bien en Afrique du Sud qu'ailleurs. Dans ces conditions il a été nécessaire bien que difficile de redéfinir le rôle du mouvement ouvrier et d'esquisser les principales tâches stratégiques dans la nouvelle période. Dans quelle mesure le parti a-t-il réussi à redéfinir son rôle dans cette nouvelle situation et quelles sont ses principales tâches stratégiques ?

Depuis longtemps Joe Slovo (ancien porte-parole du SACP) avait contribué à ouvrir le débat dans le parti sur les implications de l'écroulement du bloc soviétique, qui s'est développé depuis. Ce processus n'est pas terminé mais il s'est élargi à cette conférence. Les événements qui se sont déroulés entre 1989 et 1991 en

Europe orientale ont eu aussi un profond impact stratégique sur le mouvement de libération nationale progressiste au Sud. En tant que mouvement de libération dirigé par l'ANC, nous n'avons pas réfléchi collectivement d'une façon systématique aux implications de la nouvelle situation mondiale sur notre révolution démocratique et nationale. L'existence de deux blocs était au centre de notre conception de la révolution démocratique nationale. La disparition du bloc soviétique a laissé une série de questions sans réponse. Même si certains pays socialistes subsistent, il n'y a pas un deuxième bloc bien dessiné qui soit capable de constituer une alternative au niveau du commerce international, de l'aide ou du soutien militaire et politique. Nous estimons toujours que la perspective de la révolution démocratique nationale reste valable (et nous utilisons toujours cette terminologie), mais nous devons la cadrer dans la nouvelle situation mondiale. Sinon nous courons le risque de suivre une politique naïve et opportuniste.

● **Le SACP a insisté sur l'idée que la révolution démocratique nationale doit être achevée et a présenté la victoire de l'ANC aux élections d'avril comme une avancée importante de cette révolution. Quel est le contenu actuel de la «révolution démocratique nationale» et dans quelles conditions pourrait-on la considérer comme achevée ?**

Le contenu essentiel reste l'émancipation des Noirs et en particulier de la majorité africaine de l'héritage des siècles d'oppression coloniale et de décennies d'oppression par la minorité blanche. Dans la nouvelle situation cela implique la défense et l'approfondissement de l'avancée démocratique d'avril 1994, dans le cadre d'une reconstruction d'ensemble et d'un programme de développement. Dans un sens la révolution démocratique nationale sera probablement un projet très long et continu. On peut en définir les traits essentiels comme suit :

- ▶ consolider l'autodétermination nationale, la capacité relative de poursuivre son propre chemin démocratiquement choisi dans une situation globale complexe ;
- ▶ approfondir l'unité nationale ;
- ▶ démocratiser complètement tous les aspects de la société.

Mais la question qui se pose est, sans doute, la suivante : à quel moment une avancée décisive vers le socialisme sera-t-elle à l'ordre du jour ? Je ne crois pas qu'il

soit utile de fixer une série de critères qualitatifs métaphysiques.

Ce qui est beaucoup plus nécessaire dans la situation actuelle, c'est l'engagement des forces socialistes en tant que telles en impulsant le progrès, l'approfondissement et la défense de la transformation démocratique. C'est dans ce sens que le parti avançait le mot d'ordre «le socialisme est le futur, construisons le maintenant». Plutôt que de spéculer sur le moment exact de la «deuxième étape», nous estimons que nous devons être au centre du mouvement démocratique en nous efforçant de créer le potentiel pour une avancée vers le socialisme et même des éléments de socialisme, ici et maintenant.

● **Quel est le rôle que le parti doit jouer à cette étape dans les luttes et les campagnes de masse pour garantir le maintien des promesses contenues dans le Programme de reconstruction et de développement (RDP) ?**

L'engagement des masses est absolument décisif pour assurer la réalisation du RDP et la plus large transformation démocratique en cours, et cela serait vrai dans tous les cas de figure.

Dans la situation spécifique où le mouvement de masse dirigé par l'ANC a obtenu une certaine forme de participation partielle au pouvoir politique institutionnel, la participation des masses est particulièrement importante. Le pouvoir de l'Etat et le pouvoir des masses sont les deux piliers essentiels de la transformation en cours.

Certes, l'engagement des masses exige maintenant un déplacement d'une approche largement oppositionnelle à une approche qui vise plus le développement ; toutefois, ce déplacement ne doit pas être trop accentué. Les luttes pour le développement (brigades pour la construction des maisons, transformation des postes de travail, redistribution de la terre) entreront forcément en opposition avec les intérêts d'autres classes. Les mobilisations de masse doivent donner du pouvoir aux travailleurs et notre vieux refus d'adapter les mouvements de masse aux besoins d'une élite politique reste valable. En particulier, je me réfère à l'exploitation démagogique des préoccupations populaires par des fractions de l'ANC. Une telle exploitation vise à donner une marge de manœuvre à telle ou telle fraction et non pas à réaliser une transformation dans l'intérêt du peuple. Nous devons également tracer une distinction claire entre une participation

réelle des masses et des actions illégales. Par exemple des revendications estudiantines peuvent être légitimes, mais le vandalisme contre la propriété publique et les prises d'otages sont absolument inacceptables. Des actions de ce type font le jeu des forces qui considèrent la transformation comme le cadeau de l'Etat, qui veulent de plus en plus faire appel à l'Etat et à l'ordre.

● **Existe-t-il une contradiction entre le fait que le parti exprime une ligne dure contre la privatisation, l'augmentation des dépenses militaires et d'autres orientations et le fait que de vieux membres du parti en tant que membres du gouvernement jouent un rôle important et parfois dirigeant dans l'application de ces orientations ?**

Voilà une question difficile : tu te réfères aux positions de Ronnie Kasrills et Alec Erwin en particulier. La façon dont les discussions sur le budget militaire et la privatisation se sont déroulées a été très encourageante et a démontré notre capacité à débattre démocratiquement. Les camarades Ronnie Kasrills et Alec Erwin ont défendu leurs positions d'une façon principielle. Kasrills a essayé de convaincre les délégués en expliquant que nous devons saisir l'occasion pour construire une armée moderne et a fait référence à l'armée vietnamienne. D'habitude la référence au Viêt-nam aurait été suffisante pour clore le débat mais les délégués n'étaient pas convaincus. La résolution sur cette question a été renvoyée aux régions et sera adoptée finalement à la prochaine réunion de notre CC. Je crois qu'elle reconnaîtra qu'on ne peut pas aborder cette question d'une façon trop mécanique en disant tout simplement que nous ne devons pas dépenser de l'argent pour la défense, nous devons aborder la question militaire d'une façon démocratique. La résolution soulignera aussi en matière de dépenses gouvernementales la priorité pour la réalisation des objectifs sociaux du RDP.

Sur les privatisations Erwin a défendu sa position d'une façon principielle et il y a eu un accord que certaines propriétés de l'Etat comme des régions militaires, Moss Gas, etc. pourraient être privatisées pour contribuer à la réalisation du programme de redistribution des terres. Je crois qu'il y a eu un accord sur le fait que tous les secteurs publics clés comme Telkom et Escom restent sous contrôle public.

● **L'Alliance avec l'ANC a été considérée très importante par le Parti communiste, maintenant que l'ANC est au gouvernement, est-ce que le rôle et la nature de cette alliance ont changé ?**

Nous considérons toujours cette alliance très importante. Certes, toute nouvelle situation comporte de nouveaux défis. C'est le cas maintenant surtout si on considère que le SACP a des membres dans l'ANC qui sont ministres, vice-ministres et premiers ministres provinciaux et plus de 50 députés. Puisque des membres du SACP occupaient des postes de direction dans l'ANC avec un rôle de premier plan déjà dans la période de négociation, il ne s'agit pas d'un problème entièrement nouveau. Dans une large mesure, le cadre dans lequel nous opérons auparavant reste valable. Nous n'agissons pas comme une fraction au sein de l'ANC. Mais, selon les critères démocratiques de l'ANC et dans le cadre des structures institutionnelles de celui-ci. Cela malgré le fait que la conférence a réaffirmé la nature d'avant-garde de notre parti. Sur des problèmes cruciaux comme la transformation de la Reserve Bank Board, sur la privatisation des secteurs publics clés sur lesquels le parti pourrait prendre une position indépendante, nous n'avons pas encore tranché.

En tout cas nous considérons l'alliance avec l'ANC comme plus forte que jamais et cela parce que nos cadres peuvent jouer un rôle progressiste et unificateur efficace évitant tout esprit fractionnel.

● **La conférence socialiste avec le COSATU et le SAP réalisée au mois de novembre 1994 a été une tentative d'amorcer un dialogue à gauche, et une série de propositions avait été avancée concernant l'organisation de forums socialistes. Quel est le bilan du SACP sur la conférence socialiste et le parti se considère-t-il toujours engagé dans cette initiative ?**

Globalement le parti a tiré un bilan assez négatif. L'aspect positif de la conférence a été que nous avons été capables d'entretenir un dialogue avec un certain nombre d'intellectuels indépendants socialistes, cela est positif et nous devons poursuivre ce dialogue sous différentes formes dont des forums socialistes régionaux. Mais nous estimons que ce dialogue positif s'est transformé en un dialogue de sourds à cause de l'intervention de petits

groupes d'extrêmes gauche expliquant que rien n'a changé en Afrique du Sud et que la tâche fondamentale reste le renversement de «l'Etat bourgeois actuel». Ils ont le droit d'avoir cette opinion mais elle est toutefois différente de la nôtre, ce qui rend toute discussion utile virtuellement impossible.

Aux yeux du SACP le débat socialiste au sein des principales organisations de masse (ANC, COSATU, NACTU, SANCU, SASCO, COSAS) est une priorité plus importante qu'un débat avec l'extrême gauche. ★

DOCUMENT

Nous publions ci-dessous des extraits d'une interview accordée par Nelson Mandela le 8 mai 1995 au quotidien italien *Il Corriere della sera*

Entretien avec Nelson MANDELA

Il Corriere della sera : Que peut donner le capitalisme à l'Afrique que le socialisme ne peut pas donner ?

Nelson Mandela : C'est une question très difficile. Le capitalisme et l'impérialisme ont joué un rôle important en Afrique. Dans une certaine mesure, le continent en a tiré des bénéfices. On a apporté des écoles, des services sanitaires et une stabilité puisque les guerres tribales ont été arrêtées. Mais le capitalisme en Afrique a aussi ravagé notre continent, a pillé ses ressources naturelles ; malgré les écoles qui ont été construites, la très grande majorité des Africains est dans un état d'ignorance presque complète. Pour sa part le socialisme avait des idées excellentes : la propriété publique des moyens de production, la répartition des richesses produites entre tous les êtres humains.

Il avait promis à l'Afrique de grandes choses, mais nous savons tous comment l'histoire, s'est terminée. En étant réalistes, nous devons aujourd'hui dire que l'expérience socialiste n'a pas réussi, c'est pourquoi nous ne devons pas faire des choix sur la base de modèles abstraits : ceci est capitalisme, ceci est socialisme. Nous ne pouvons pas non plus prendre une bonne chose du capitalisme et une autre du socialisme ou avoir l'obsession de l'étiquette de «l'économie mixte».

Nos exigences pour affranchir notre peuple sont la construction de maisons d'écoles et d'hôpitaux. Dans diverses provinces nous devons apporter l'électricité et l'eau potable, il s'agit d'une correction radicale par rapport à la politique économique de l'Apartheid qui, par ailleurs, nous laissé en héritage une dette publique énorme.

C'est pourquoi, l'une des premières choses que je voulais faire après la libération a été de rencontrer des entrepreneurs, des hommes d'affaires, des banquiers pour trouver un accord. Autre point, le dernier programme de l'ANC prévoyait des nationalisations mais après les rencontres internationales que j'ai eues, je me suis convaincu que, si je voulais attirer les investissements dont l'Afrique du Sud a besoin, nous devons choisir soit les nationalisations soit les investissements.

Nous avons choisi les investissements non pas par idéologie mais par pragmatisme, la même chose vaut pour notre programme de construction. Ce n'est pas un programme de l'Etat, mais un programme réalisé en réunissant autour d'une table les banques qui doivent concéder des prêts à faible taux d'intérêts, les institutions locales, qui doivent garantir que les paiements seront réguliers et les entrepreneurs qui doivent construire.

Il Corriere della sera

Le déclin du mouvement syndical noir

Dans l'article que nous publions ci-dessous, le sociologue sud-africain Darcy explique l'objectif de la création du Conseil national du développement et du travail (NEDLAC) et fait le point sur la situation du mouvement syndical noir.

DARCY

Le RDP est ambitieux (voir page 22) : en dressant un tableau sombre de la réalité sud africaine, ce document projette des objectifs, qui incluent une démocratisation sociale systématique du pays combinée à un développement économique rapide, pour satisfaire le besoin urgent en matière d'emploi, de logement, d'instruction, etc. Pour réaliser ces objectifs, le problème est que la productivité en Afrique du Sud est trop faible pour qu'elle puisse être compétitive avec les pays industrialisés dans un marché mondial de plus en plus intégré. En même temps, les coûts de revient sud-africains sont trop élevés pour être concurren-

tiels avec des pays comme la Chine et l'Indonésie, qui ont, elles également, une faible productivité, mais dont le salaire reste encore plus bas.

D'après le ministre du Travail, Tito Mboweni, l'Afrique du Sud doit choisir : *«soit s'orienter vers le haut et baser son économie sur la qualité, la fiabilité et la créativité, soit s'orienter vers le bas, et se placer au niveau des Chine et des Indonésie du monde ! Nous n'hésitons pas à prôner le chemin d'une productivité élevée»* (Business Day, 9 septembre 1994).

Il s'agit là de l'essence même de la nouvelle transformation des rapports de travail, jusqu'alors basés entièrement sur les négociations collectives. Toutefois, comme on le souligne, le RDP ne peut être réalisé que si le mouvement syndicaliste noir devient un partenaire social du gouvernement et des employeurs dans l'objectif d'œuvrer ensemble pour la reconstruction économique. Mais la dure bataille contre l'apartheid a semé des divisions et des suspicions politiques profondes entre les travailleurs noirs et leurs patrons.

Le NEDLAC et le partenariat

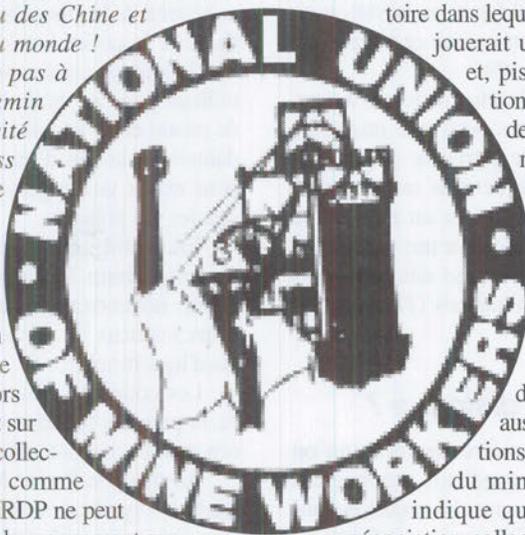
C'est pour réaliser l'objectif du partenariat que le ministre du Travail a mis sur pied le NEDLAC. Cette initiative a été saluée avec enthousiasme par des politiciens et des universitaires alors que les partenaires sociaux ont fait état de leurs craintes. Pour les employeurs par exemple la réalisation de forums sur les lieux de travail — prévue par le projet du ministre de Travail — comporte des coûts supplémentaires, c'est-à-dire, perte de temps de travail, etc. Et ce justement au moment où il serait nécessaire d'éliminer des coûts. Par ailleurs, les patrons craignent que de telles pratiques ne puissent limiter leur capacité

de diriger leur entreprise à leur gré.

Dans un certains nombre de grandes entreprises, les directions ont déjà mis sur pied des mécanismes de participation sur les modèles japonais, avec des pouvoirs consultatifs plus restreints, visant à stimuler les ouvriers à accroître la productivité. Pour de nombreux managers, l'introduction d'un système légal obliga-

toire dans lequel le syndicat noir jouerait un rôle important et, pis encore la direction devrait organiser des forums en donnant toutes les informations nécessaires sur la gestion des sociétés, signifie aller trop loin.

Chez les syndicalistes il y a aussi des préoccupations. Le projet de loi du ministre du Travail indique que le système de négociation collective d'inspiration britannique et les intérêts des syndicats en tant que tels ne doivent pas être remis en question ; des forums sur les lieux de travail ne pourront par ailleurs être organisés que là où un syndicat qui représente la majorité des travailleurs le demande. Néanmoins, le COSATU considère que la proposition est «insidieuse», par exemple il n'y a aucune norme dans le projet permettant de supprimer un forum même quand il n'y a plus une majorité syndicale pour le demander. Encore plus négatif le fait que le projet prévoit une consultation sur des problèmes de la production, mais il rejette la revendication du COSATU exigeant que les employeurs soient obligés de négocier sur ces problèmes. De ce point de vue la codécision semble être une voie détournée pour restreindre les négociations collectives dans lesquelles les syndicats ont toujours la possibilité d'avoir recours à la grève. Bref, on craint que le forum sur le lieu de travail puisse créer une concurrence par rapport au syndicat à un moment où de nombreux syndicats ont beaucoup de difficultés à maintenir leur pouvoir de négociation.



L'Afrique du Sud en chiffres

Population : 40 millions environ dont 75 % Noirs, 13 % Blancs.

Revenu moyen par tête : Blanc 8000 dollars ; Noirs 1000 dollars.

La moitié des Noirs sont sans travail, 31% de leurs logements sont sans électricité, 34 % sans eau courante ; chômeurs 47 % des Noirs (la moitié parmi les moins de 30 ans). Chômage globale 30% de la population active.

400 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail ; pour faire face progressivement au problème il faudrait un taux de croissance annuel de 8 à 10%.

En 1994 le taux de croissance a été de 2,3% le plus élevé depuis cinq ans et on prévoit 3 % en 1995.

Derrière cette attitude défensive il y a le problème auquel le COSATU doit faire face dans la nouvelle Afrique du Sud. Environ 3 millions de salariés (37 % du total) sont syndicalisés et 1,3 million (16 %) adhèrent à des syndicats affiliés au COSATU. Mais, après la croissance rapide des années 80, le nombre des membres a stagné à partir de 1990.

Après les élections, un autre problème a surgi : les directions des syndicats ont été substantiellement affaiblies par le transfert de nombreux dirigeants syndicaux dans le gouvernement et dans des institutions au niveau local. En outre, des militants de base ont été déconcertés de voir leurs dirigeants occuper des postes de pouvoir à côté des anciens oppresseurs blancs.

En fait, les divergences sont grandes, l'attitude des employeurs et la vie quotidienne dans les entreprises ont beaucoup changé après avril 1994.

Même la publication patronale *Management Brief* admet «qu'une mentalité archaïque» subsiste parmi les employeurs même si beaucoup de gens reconnaissent que la démocratisation au niveau de l'entreprise peut engendrer une productivité plus élevée, l'attitude des managers reste souvent «coloniale» (*The Sun*, 10 mars 1995).

Vers le dialogue ?

C'est dans ces circonstances qu'on s'attend que des syndicats renoncent à l'arme de la grève sur des sujets économiques et sociaux et fassent confiance au dialogue avec les patrons. Cela apparaît irresponsable pour de nombreux militants.

Dans la pratique il n'est pas évident

qu'il y ait un nouvel esprit de coopération, dans le secteur public ou dans le secteur privé. L'une des raisons est incontestablement que les ouvriers noirs en général attendent d'un gouvernement élu démocratiquement plus que de l'ancien régime blanc. Par exemple, en 1994 il y a eu 3,9 millions de journées de travail perdues à cause des grèves alors qu'aux moments les plus hauts de la lutte en 1986 il y en a eu 6 millions (*Finance Week*, 30 mars 1995).

Les premiers mois de l'année en cours ont été relativement calme (60 000 jours de grève par rapport à 295 000 dans la même période de l'année 1994). Pourtant ces grèves ont été caractérisées par une dureté exceptionnelle, notamment dans le secteur public. L'exemple le plus frappant a été celui de la grève de la police. Le Syndicat de la police sud africaine créée en 1993 comme contre-poids au syndicat militant pour les droits civils des gardiens de prison et de la police civile, a pris soudainement la tête d'une action de masse pour exiger une augmentation des maigres salaires des policiers.

En même temps le gouvernement devrait réduire les dépenses du secteur public, notamment en ce qui concerne les coûts salariaux du service civil post-apartheid hypertrophié.

Les coupures provoquent des actions de la part des fonctionnaires, qui parfois échappent à tout contrôle.

Au mois de février Mandela a mis en garde les syndicats contre les anarchistes dans leurs rangs : le président du COSATU John Gomo a mis en garde le gouvernement contre le danger d'une chasse aux sorcières contre les syndicats. ★

Des extraits du RDP

«Au cours des dix dernières années, et même plus, il y a eu une stagnation économique, les investissements ont connu une chute dramatique et les revenus moyens réels se sont effondrés.

L'économie reste dépendante des exportations minières, et le secteur industriel n'est pas capable de créer des emplois, de satisfaire les besoins élémentaires des population ou d'être compétitif sur le marché mondial ! L'industrie fonctionne à un faible pourcentage de sa capacité. Les investissements spéculatifs ont pris la place des investissements productifs provoquant un déclin de l'emploi».



«Le programme agraire a deux aspects : la redistribution des terres résidentielles et productives à ceux qui en ont besoin, et la restitution des leurs à ceux qui les ont perdues en vertu des lois de l'apartheid (...)

Pour réparer les souffrances causées par la politique de déplacement de la population, le gouvernement démocratique devra mettre en place un tribunal de la terre, et restituer la terre aux Sud-africains dépossédés (...) Ce tribunal devra être accessible aux pauvres et aux illettrés permettant d'adopter des décisions rapides».



«Environ 50 000 logements ont été construits en Afrique du Sud en 1992.

Ce chiffre devrait atteindre plus de 300 000 unités par an, vers la fin de la 5^e année du RDP. Au minimum, un million de logements à bon marché seront construits sur les cinq ans»

Organise for democracy, economic reconstruction and socialism

COSATU 4th National Congress
Nasrec Johannesburg
24 - 27 July

Les premières contradictions du pouvoir

Dans le discours des dirigeants de l'ANC, deux discours, également officiels, sur le Programme de reconstruction et de développement (RDP), s'entrecroisent (1). Le premier consiste à faire dépendre la satisfaction des revendications populaires des performances économiques du pays, évaluées selon des critères tout à fait orthodoxes. Le second consiste à charger les masses d'une responsabilité centrale dans la «reconstruction» du pays.

Peter BLUMER



O r, finalement, pour que ce double schéma puisse prétendre à une certaine cohésion il faut pouvoir affirmer que le nouvel Etat sud-africain est dans son essence l'Etat des masses populaires. On s'en doute, l'énorme élan d'enthousiasme qu'ont représenté les élections d'avril 1994 constitue, sans difficulté pour le moment, le moteur de cette propagande. Il est d'ailleurs bien difficile d'expliquer hors d'Afrique du Sud ce qu'a pu représenter pour ce peuple l'accès à la citoyenneté et à l'égalité juridique. Mais dans une société aussi violemment oppressive il n'est pas certain que l'effet avril 1994 puisse durer très longtemps. On a pu le constater à l'occasion de quelques grèves importantes et vérifier que certains secteurs populaires n'étaient plus forcément enclin à faire passer leurs revendications après leurs «responsabilités» de solidarité envers leurs leaders. Il va donc y avoir un hiatus de plus en plus important entre la manière dont le pouvoir cherche à faire accepter sa politique et la manière dont les populations noires ressentent celle-ci.

Les directions ne peuvent pas taire les antagonismes sociaux qui sont pourtant inchangés, il ne leur est pas possible de juguler les pressions sociales qui s'exer-

cent au sein même des équipes dirigeantes, politiques et syndicales. Il ne s'agit plus du débat, déjà vieux de trois ans, sur le cumul des mandats entre les différentes structures et organisations, etc. Il s'agit, bel et bien maintenant, d'affairisme à un niveau très impressionnant. L'un des derniers exemples en date est celui de ce dirigeant syndical — John Copelyn, ancien critique de gauche de l'ANC jusque dans les années 80, ancien dénonciateur du cumul des mandats (version anglaise : double hat) — et qui, au travers du business légal de son syndicat (celui du textile) aura touché en 1994 près d'un million de rands de royalties alors qu'un cadre syndical «classique» gagne moins de 50 000 rands !

On peut alors s'étonner de certaines «stratégies» : «Il est clair que le rapport du COSATU avec le nouveau gouvernement est à la fois complexe et nuancé. Le COSATU a un type de relation différent selon le ministre, et peut prévoir d'établir différentes interactions avec les différents ministères, départements et affaires. Le COSATU est résolu à se donner les moyens afin d'influencer et faire pression sur l'ANC, à soutenir l'ANC en tant que composante du gouvernement d'unité

nationale et à résister aux décisions gouvernementales qui vont à l'encontre de ses intérêts. Pour la majorité des syndicats affiliés, l'alliance tripartite (ANC-SACP-COSATU) est le meilleur moteur de ce processus complexe de progression et d'engagement dans la lutte indépendante de la politique du gouvernement» (Karl Von Holdt, *South African Labour Bulletin*, novembre 1994).

L'impossible scénario

L'histoire ne suivra pas ce scénario. Elle ne le suivra pas plus en Afrique du Sud qu'elle ne l'a suivi ailleurs à chaque fois qu'on a voulu subordonner un projet social progressiste à une combinaison politique dominée par une dynamique sociale inverse. Il y a d'ailleurs un parfait contresens sur ce que l'on entend par «réalisme».

Le problème ne se résume pas en une évaluation des rapports de forces et des marges de manœuvre pour déterminer le rythme du possible. Il est dans la dynamique sociale impulsée et dans la direction

1) Il s'agit d'un document adopté par les organisations membres de l'Alliance du Congrès comme guide pour son action gouvernementale. Voir *Inprecor* n°384 octobre 1994.



que prend la pratique politique réelle. Là est le vrai problème, et non dans la lenteur et les difficultés qui s'imposent de facto. La critique ne va donc pas au seul rythme des mesures envisagées par le nouveau gouvernement sud-africain mais bel et bien à la dynamique sociale qui s'inscrit progressivement dans sa pratique.

C'est ce qu'ignore Jeremy Cronin, le secrétaire général adjoint du SACP (voir page 18). Lorsqu'il évoque, par exemple, les propositions de deux de ses dirigeants et ministres, Alec Erwin et Ronnie Kasrils, le premier défendant des privatisations comme instruments macro-économique et le second soutenant de nouvelles dépenses militaires pour maintenir les capacités de défense du pays. Ces orientations n'ont plus rien à voir avec des problèmes de rythme, de tactique et même de compromis passager. Il s'agit d'orientations dont le contenu social est évidemment contradictoire avec tout le projet antérieur des luttes contre l'apartheid.

Rupture avec le stalinisme ?

C'est pourquoi, paradoxalement, je ne partage pas le point de vue de Jeremy Cronin sur la rupture de son parti avec sa matrice politique antérieure. Le stalinisme ne fut pas seulement un suivisme vis-à-vis de la «patrie du socialisme». Il a été aussi un ensemble de doctrines qui s'imposaient dans chaque parti communiste pour justifier les aléas de la politique soviétique. C'est une longue histoire au cours de laquelle se sont empilées, sans jamais s'exclure, diverses «théories» sur l'Etat, les classes sociales, les rapports sociaux, l'histoire, etc.

Jusqu'à quel point le SACP a-t-il effectivement rompu avec cette matrice ? Jeremy Cronin ne répond jamais à cette question. Dans un article récent de l'organe de son Parti, il critique un certain nombre de thèses néolibérales entendues dans les débats «à la mode» en Afrique du Sud. Dans la même revue le secrétaire général du COSATU, Sam Shilowa, explique : «*La mise en œuvre par les masses du RDP est un mythe total à ce stade. L'implication des masses dans le processus est spontanée, et si elle se réalise cela se produirait par accident plutôt que par décision*» (*The African Communist*, premier trimestre 1995). Mais pourquoi ces dirigeants communistes sont-ils si discrets sur les campagnes de masse, les actions de propagandes, les activités d'auto-organisation qui pourraient être entreprises pour redonner indépendance et pouvoir au mouvement de masse ? Comment se fait-il que l'on puisse, tout à la fois, se présenter comme la principale force politique ouvrière (si ce n'est la seule !) et afficher autant de modestie et de discrétion quand il s'agit de définir une pratique concrète contre les solutions néolibérales ? Les militants du Parti affirment qu'ils doivent tenir compte des positions qui sont les leurs dans le gouvernement et qu'il faut attendre pour juger. Mais cette présence dans le gouvernement est plus une conséquence qu'une explication ! Le SACP n'a, en effet, jamais voulu éclaircir ses positions sur la nature de l'Etat «démocratique» dont il faisait pourtant la clef de voûte de sa stratégie. Cet Etat était un peu à la manière de la chauve-souris tantôt oiseau tantôt souris, selon le goût de l'interlocuteur ou l'effet recherché. Mais quel est la nature de l'Etat sud-africain

d'aujourd'hui ? Les militants du SACP avec lesquels on peut discuter de cette question n'ont jamais de réponse claire ; ils n'ont surtout jamais de réponses qui soient fidèles à ce qu'annonçait la théorie du Parti dans les années de lutte. Et finalement, à quelle «étape» de la révolution démocratique sommes-nous ? Car ce qui était annoncé comme une lutte en deux «étapes» (démocratique puis socialiste) est désormais présenté comme «plus complexe» et plus lent... A tel point que la première étape semble parfois s'identifier à une gestion performante du capitalisme sud-africain.

C'est pourquoi le SACP n'a pas rompu avec la matrice politique du stalinisme. Certes, sa rupture avec les mythes sur l'Union soviétique a été un premier tournant. Mais elle posait immédiatement d'autres questions, sur le rapport entre les masses et l'Etat, sur la fonction d'un parti communiste dans un mouvement de masse (le Parti comme moyen ou comme but en soi), sur les mécanismes bureaucratiques et les intérêts sociaux qu'ils expriment, etc. Cette rupture, le SACP ne l'a malheureusement pas réalisée. Les écrits de ses dirigeants le confirment.

La nature de l'Etat

La plus grande confusion règne sur le caractère éminemment bourgeois de l'appareil d'Etat sud-africain actuel, quelle que soit, au demeurant, la nature que l'on attribue à la direction de l'ANC. Et le rapport entre les masses et cet Etat n'est nullement clarifié : il est tantôt dépeint comme l'Etat démocratique forgé par la victoire du mouvement des masses et tantôt comme le lieu d'un conflit social transitoire. On retrouve alors, presque mot pour mot, ce qui fut la ligne de certains partis communistes européens (italiens et français) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale quand il s'agissait, paraît-il, de reconstruire les économies et les Etats. C'est avec une étrange similitude que le syndicat des mineurs, NUM, a proposé au dernier congrès du COSATU que soit menée une campagne pour «une contribution volontaire des ouvriers, avec une contributions des employeurs qui lui correspond» pour financer le RDP.

Les dirigeants du SACP savent que tout cela conduit à la catastrophe. Inévitablement le problème de la fonction du Parti va se poser. Inévitablement le rôle espéré (et parfois réalisé) de poisson pilote de l'ANC va perdre toute crédibilité. Certains poseront alors la question de sa dissolution ou de sa transformation radicale. Mais ce débat ne sera pas simplement idéologique, il reposera pour beaucoup sur

des intérêts sociaux : positions acquises dans l'appareil d'Etat et dans les affaires. En quelque sorte une mutation sociale sur fond de continuité théorique. Les vieilles théories, jamais remises en question, sur l'Etat, sur sa transformation, sur les alliances de classes auront ainsi mené à une intégration politique et sociale à laquelle, pourtant, la base du Parti est totalement opposée.

Ainsi, aujourd'hui, comment peut-on expliquer que la phase dite de «reconstruction du pays» ou même de «construction de la Nation» s'accompagne paradoxalement d'une «déconstruction» de l'ANC et d'une crise d'identité sans précédent de toutes les organisations qui défendent cette ligne ? Il n'y a dans cela aucune malice de l'histoire ni simple difficulté passagère. Le fond est rationnel et social.

Pour un mouvement ouvrier de l'après avril 1994

Pourquoi faut-il soulever ces problèmes et en débattre avec les membres du SACP, du COSATU et même de l'ANC ? Parce qu'au détour de cette catastrophe d'ordre «privé» (celui du SACP), va se développer une catastrophe autrement plus large pour le mouvement de masse. En Afrique du Sud, comme dans beaucoup d'autres pays au cours de la dernière période, de la crise du Parti ne naîtra pas spontanément une nouvelle organisation prenant mécaniquement sa place. Le SACP et plus largement la gauche militante de l'ANC ne constituent pas seulement un courant politique. C'est aussi un point de référence pour des milliers de gens qui y trouvent des références politiques, une structure de pensée et un lien social. La crise d'identité actuelle va alors livrer ces gens à la démoralisation.

Le débat sur le Parti des travailleurs est intéressant d'abord à ce niveau-là. Sera-t-il possible d'engager une politique unitaire qui engendre un nouveau pôle de résistance sociale et de projet révolutionnaire ? Comment mettre en chantier un nouveau mouvement ouvrier qui ne soit pas seulement «post-apartheid» mais qui soit aussi post-avril 1994 ? Un mouvement ouvrier qui ne sombre pas dans la prétendue co-responsabilité au sein des entreprises (en voulant reproduire dans un pays d'oppression raciale un schéma rendu possible en Allemagne par les énormes performances du capitalisme). Un mouvement politique qui se construise en opposition à la dégénérescence bureaucratique et affairiste actuelle.

Entreprendre ce long et difficile parcours ne peut évidemment pas se faire en commençant par contourner les débats et

contradictions que connaissent le SACP, le COSATU et le mouvement social qui s'identifie à l'ANC. Contourner ce problème, en feignant d'y voir une simple péripétie de la collaboration de classe, serait une erreur. Mais si l'on ne veut pas non plus se cantonner à des discussions stériles il faut trouver très vite des axes de campagnes, des activités, des projets qui puissent intéresser certains militants et militantes et leur redonner courage, au-delà de la crise de leurs organisations. Le chômage, le racisme, la misère, la terre, la santé, le logement, demeurent des préoccupations centrales où les intérêts de classe sont facilement identifiables.

C'est à ce prix qu'il sera possible de redéfinir un projet politique radical. Il ne peut y avoir de débat sur un nouveau parti des travailleurs qui ne soit pas aussi un

débat sur le mouvement syndical, sur le mouvement des femmes et sur l'ensemble des mouvements sociaux.

On ne peut, en effet, poser la question du Parti des travailleurs sous la même forme réductrice et sectaire avec laquelle les militants du Parti communiste ont posé le problème de leur «Parti». La continuité du combat politique en Afrique du Sud passe donc par différentes luttes, différentes organisations, différents mouvements sociaux. Le processus sera inévitablement pluraliste au départ et c'est en terme de convergence que se posera la seconde étape. Cela n'exclut pas, bien au contraire, que des noyaux de militants, conscients de tout cela, se mettent, dès à présent, au service d'un tel projet et y travaillent avec cohérence. ★

ETATS-UNIS

Cour martiale

Selon un militaire qui a travaillé avec lui plusieurs années, le capitaine Lawrence Rockwood n'est jamais vraiment rentré dans le moule de l'armée nord-américaine. Rockwood a cru Bill Clinton lorsqu'il déclara que le premier objectif de l'intervention en Haïti était la défense des droits humains. C'est ce qui l'a amené en cour martiale au début du mois de mai. On l'accusait entre autres d'avoir déclaré à plusieurs reprises à un lieutenant-colonel : «Je suis un officier américain et non un officier nazi ! ».

Officier de renseignements dans les troupes qui envahirent Haïti le 19 septembre 1994, il demanda à ses supérieurs d'organiser une inspection du pénitencier de Port-au-Prince. Il craignait que les militaires haïtiens ne s'y livrent à des exactions contre les prisonniers qui étaient encore entre leurs mains. Des soldats américains venaient de découvrir un spectacle épouvantable dans une autre prison du pays. Sa demande ayant été repoussée, Rockwood déposa une plainte contre ses supérieurs, qu'il accuse de «négligence criminelle». Le 29 septembre, il escalada l'enceinte de son campement et se rendit seul au pénitencier de Port-au-Prince. Dans les heures qui suivirent, il était réexpédié aux Etats-Unis.

Un des héros de Rockwood est le capitaine à la retraite Hugh Thompson, qui est venu témoigner au procès. En mars 1968, cet officier participait à une mission de combat au Vietnam lorsqu'il se rendit compte que des soldats, sous les ordres du lieutenant Calley, massacraient la population du village de My Lai. Il abandonna sa mission et ordonna au mitrailleur de son hélicoptère de se tenir prêt à tirer sur ces soldats.

Ayant entendu sur sa radio les propos de Thompson, un officier supérieur intervint pour faire cesser le massacre. Après avoir raconté son expérience durant la guerre du Vietnam, Thompson déclara au procès que s'il n'avait pas agi comme il l'a fait, c'est alors que le capitaine Rockwood aurait été passible de la cour martiale. Le jury militaire a finalement décidé de renvoyer Rockwood de l'armée, mais il n'a pas osé le condamner à une peine de prison.

La lutte anti-insurrectionnelle continue

Comme il fallait s'y attendre, la première proposition faite par le gouvernement mexicain à l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) pendant les négociations de San Andres (voire *Inprecor* n°391 de mai 1995), qui avait comme objectif de délimiter le territoire occupé par l'EZLN, a été rejetée non seulement par l'EZLN mais aussi par d'amples secteurs de la société qui ont demandé au gouvernement de modifier ses propositions à la veille de la session de négociations prévue pour le 12 mai.

Ulises MARTINEZ FLORES



Cette réunion qui s'est prolongée jusqu'au 15 mai, fut un nouvel affrontement entre deux mondes totalement différents et a failli conduire à l'arrêt des négociations. Néanmoins, un accord fragile a été réalisé sur une détente militaire et qui prévoit la reprise des négociations le 7 juin.

Lors de ces négociations, le gouvernement a modifié sa proposition en suggérant cette fois l'établissement, d'un commun accord, de 7 routes qui permettraient de dégager des zones où les rebelles regroupaient leurs troupes, tandis que l'armée du gouvernement se replierait à l'opposé.

Dans les zones occupées par les zapatistes l'EZLN serait responsable du maintien de l'ordre et de la sécurité publique ; dans un premier temps on tenterait l'expérience sur l'une des routes, pour être généralisée sur les six autres en cas de succès. Les sept routes proposées sont situées dans la région de la Selva. Le gouvernement n'a rien proposé pour garantir la détente dans les régions de Los Altos et la Meseta, et les deux autres zones du Chiapas.

Parallèlement à cette proposition les

délégués du gouvernement ont insisté à plusieurs reprises sur le fait que selon eux le dialogue avec les zapatistes a eu au départ un caractère illégal et qu'ils œuvrent à la transformation de l'EZLN en force légale.

L'accord engage l'EZLN à étudier sérieusement la proposition globale du gouvernement concernant les sept routes ainsi qu'à accepter de mener l'expérience sur l'une d'elles.

Comment comprendre la proposition du gouvernement qui, au lieu de les séparer, tend à rapprocher les armées ennemies? pour ce qui relève du militaire, la proposition se situe, sans aucun doute, dans une optique contre insurrectionnelle qui prédomine au gouvernement, et qui veut, avec le projet des routes être capable de détecter avec une plus grande précision les effectifs et la situation géographique des forces zapatistes. Mais en même temps cette proposition doit faire face aux limites imposées par la sous-estimation qu'elle donne du pouvoir militaire zapatiste, puisqu'elle doit se limiter à une seule région du Chiapas, parce que couvrir tout le Chiapas de «routes de détente» signifierait reconnaître l'expansion du mouvement armé insurrectionnel.

En même temps il est nécessaire d'interpréter la proposition du gouvernement en tenant compte des facteurs et des mouvements extra-militaires, pour lesquels il faut entamer une mesure de détente. Ces facteurs ont comme dénominateur commun l'usure, la désarticulation et la suppression des espaces sociaux où le néozapatisme s'enracine et sur lesquels il s'est appuyé.

Diviser pour régner

Dans un sens, et avec une certaine avancée en sa faveur, le gouvernement maîtrise la carte de l'assistanat au sein même du mouvement social né de l'explosion zapatiste dans le Chiapas. A partir de cette logique le gouvernement a réussi à entamer des négociations avec un secteur important de l'Assemblée démocratique du peuple du Chiapas (AEDPCH) à partir de ce qu'on a appelé le Programme de bien-être social et de développement économique de soutien pour le Chiapas. Dans les faits, ces négociations représentent une division du front de luttes populaires du Chiapas et surtout une séparation du secteur qui accepte de négocier par rapport aux secteurs et communautés zapatistes

qui affirment leur dignité en refusant du gouvernement et de l'armée toute forme d'assistance. Par ailleurs, la mesure de détente aide le gouvernement fédéral dans sa recherche de légitimité électorale qu'il pourrait acquérir s'il réussit à maintenir le calme jusqu'aux élections prévues pour le 15 octobre 1995 pour le renouvellement du congrès local et des 111 mairies du Chiapas.

Impliquer l'EZLN dans la gestion institutionnelle

Globalement, le gouvernement recherche un contrôle militaire plus important et une implication de l'EZLN dans des fonctions institutionnelles, comme le maintien de l'ordre et la sécurité publique dans les zones où se concentrent les unités militaires de l'EZLN (Cela impliquerait-il de se défendre et de défendre la population contre un éventuel désordre public provoqué par la 3^{ème} armée celle des gardes blancs des grands propriétaires ?). Afin de calmer les tensions sociales dans le Chiapas et de canaliser le mécontentement vers des voies domestiquées : les programmes d'assistance sociale du gouvernement et les élections locales.

C'est aussi sous cet angle que prend tout son sens l'insistance du gouvernement pour que le conflit du Chiapas n'ait d'autre issue que la négation de l'EZLN. Quel espace d'activité politique le gouvernement prétend-t-il offrir au néozapatisme transformé en force politique légale ? Le même espace qu'il offre aux autres partis politiques c'est-à-dire le système du parti-Etat maquillé par une énième réforme électorale.

Ce nouveau maquillage du régime politique mexicain se prépare depuis des mois dans les bureaux du ministère de l'intérieur avec la participation fidèle du parti de droite le Parti d'action nationale (PAN) et du Parti du travail (PT) (une force à l'origine de gauche mais actuellement dans les faits complice du gouvernement). De son côté le Parti de la révolution démocratique (PRD) fait des entrées et des sorties de ces négociations au rythme des coups reçus par le gouvernement de la part des mouvements sociaux et des régions où le PRD est influent, et selon les discussions chaque fois plus dures qui opposent son courant conciliateur à son courant anti-gouvernemental.

Avec ou sans le PRD, ce qui se prépare à cette autre table de négociations est une réforme politique basée sur les partis qui ont une représentation parlementaire dans un pays où il manque un vrai système de partis politiques, qui aujourd'hui présente le spectre politique parlementaire le



plus réduit des dernières décennies, et où la plupart de ces organisations politiques — comme dans les partis sans représentation parlementaire — traversent de profondes crises.

A tout cela s'ajoute le manque de confiance et de crédibilité dans le gouvernement. Quelle confiance peut-on avoir en une réforme politique conduite depuis un régime de parti-Etat, alors que le gouvernement a démontré que quand il prépare de dialogue et de paix il prépare la guerre ? Quelle crédibilité peut avoir une réforme qui aurait comme principaux participants des majorités parlementaires qui de façon humiliante et acritique continuent de se plier à la parole du président ?

Un mois de mai chaud

Pendant ce temps, dans le reste du pays les manifestations de mécontentement populaire face à une politique gouvernementale qui a accentué la misère ne cessent d'augmenter.

Lors de la journée internationale des travailleurs, plus d'un demi million de travailleurs mexicains se sont mobilisés contre la politique économique de Zedillo qui a fait baisser les salaires et supprimer des emplois.

Le 1^{er} mai de cette année a été le premier dans l'histoire du mouvement ouvrier et syndical mexicain où les travailleurs ont exprimé librement leurs revendications. Avant 1995, la bureaucratie syndicale avait transformé cette date en journée de reconnaissance des travailleurs pour le gouvernement. Le 1^{er} mai était jusqu'alors l'image du contrôle gouvernemental sur les centrales syndicales officielles.

La crainte d'un débordement a poussé le gouvernement et la bureaucratie syndicale à suspendre le défilé officiel du 1^{er} mai. En laissant la place aux manifestations des syndicats indépendants dans

toutes les rues du pays le gouvernement a démontré que le cycle des mécanismes corporatistes est révolu.

Débarrassés des compromis officiels, les syndicats indépendants et aussi d'important secteurs de travailleurs organisés dans les syndicats officiels, dans des organisations sociales, politiques, étudiantes ont transformé le 1^{er} mai en une journée de lutte durant laquelle les revendications autour des augmentations de salaires, de l'emploi et contre la politique néolibérale se sont combinées avec les mots d'ordre de soutien à l'EZLN.

Durant la manifestation de Mexico (environ 300 000 personnes) on a distingué les cortèges du Mouvement prolétaire indépendant (MPI) et surtout celui du syndicat des travailleurs du service public de bus en voie de privatisation après avoir été déclaré en faillite et que le gouvernement ait fait emprisonner ses dirigeants.

Le MPI était jusqu'à maintenant un secteur du syndicalisme indépendant marqué par le sectarisme et le rejet des partis politiques, qui durant des années a manifesté seul en cette journée internationale des travailleurs. Cette fois la situation défensive dans laquelle se trouvait le MPI conjuguée à l'absence de la bureaucratie syndicale l'ont amené à s'unir avec d'autres secteurs syndicaux.

Nous devons évaluer à sa juste mesure cette large mobilisation pour le 1^{er} mai, sans être par trop optimiste. Ce fut une mobilisation d'une grande ampleur avec pour résultat concret la création de la Coordination inter-syndicale 1^{er} mai (composée d'une grande diversité de syndicats). Cette mobilisation a cependant montré par ses mots d'ordre et par les déclarations faites lors du meeting de clôture, son manque de contenu politique clairement défini, l'absence d'une direction politique, reflet d'un mouvement syndical durement frappé durant ces dernières

années. Le mois de mai a connu d'autres manifestations de secteurs syndicaux et sociaux en réaction à la politique économique de Zedillo. Au sein de ces secteurs on distingue le syndicalisme universitaire qui a réussi à unifier ses appels à la grève pour des augmentations ponctuelles de salaires.

Face à l'augmentation de la TVA les petits commerçants du secteur pharmaceutique ont organisé des grèves d'une journée contre cette augmentation dont l'entrée en vigueur est prévue dans les prochains mois et qui laisse présager d'une baisse des ventes.

Mexico a vu pratiquement tous les jours des manifestations de résistance des travailleurs du service des transports publics qui même avec leur direction syndicale derrière les barreaux ont réussi à maintenir la mobilisation et à ouvrir une brèche dans le dialogue avec le gouvernement qui permettrait de sauver leur emploi et de libérer les prisonniers. De même ont eu lieu de fréquentes manifestations et rassemblements du mouvement «El Barzon» qui à l'origine regroupait de petits et moyens propriétaires agricoles, manifestation contre l'augmentation des taux d'intérêt bancaire suite à la dévaluation de la monnaie mexicaine. Le mouvement «El Barzon» s'est étendu vers les zones urbaines incluant des personnes de couches très diverses de la population qui ont vu une augmentation exorbitante de leur dette vis-à-vis des banques.

Parallèlement à ces luttes sociales, se multiplient les tentatives d'unité et de coordination liées, pour nombre d'entre elles, à la lutte indigène du Chiapas, et d'autres, davantage liées à la lutte contre la fraude électorale au niveau local.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer les tentatives de certains secteurs de la Coordination nationale démocratique (CND) (1) pour lui rendre son caractère de pluralité et d'ouverture qu'elle a perdu petit à petit pour se transformer en un lieu de querelles stériles des courants de la vieille gauche. Ceci avait eu pour effet d'éloigner de nouveaux secteurs de la population, qui face au conflit du Chiapas recherchaient un cadre de travail concret.

La convergence nécessaire

C'est justement devant l'incapacité de la CND à être le point de convergence de la société civile pour lutter de façon unitaire contre les politiques du gouvernement, que se sont créés de nombreux autres regroupements depuis 1994, et encore maintenant, tels que l'Alliance nationale démocratique (tout juste constituée le 17

mai), les promoteurs du Dialogue de la société civile (qui ont organisé une première réunion à Aguascalientes, Chiapas le 29 mars et en ont prévu une autre pour le 8 juin à Mexico).

Dans la plupart de ces réunions, les Groupes de citoyens, les partis de gauche et les organisations sociales se multiplient ainsi que les revendications avancées. Néanmoins, on n'a pas encore vu surgir l'initiative susceptible d'unifier tous ces efforts dans une grande assemblée capable de structurer le mouvement démocratique et populaire au niveau national.

L'Armée zapatiste de libération nationale espère et a besoin de la naissance de

ce grand mouvement national qui lutterait pour une transformation radicale de la politique économique, pour une transition pacifique vers la démocratie qui rendrait inutile sa propre lutte armée, mais qui ne renoncerait pas à mener la lutte pour la destruction de la dictature de parti-Etat qui gouverne le Mexique et pour la construction d'un nouveau système politique garantissant justice, démocratie, liberté et paix digne pour tous. ★

Mexico, 26 mai 1995

1) La CND a été constituée en août 1994 à l'initiative de l'EZLN, comme cadre d'unité des luttes de la société civile.



Cahier d'étude et de recherche

«Les femmes dans la nouvelle économie mondiale» est le thème du dernier cahier d'étude et de recherche publié par l'Institut international de recherche et de formation (IIRF).

Dans cette dernière livraison douze militantes féministes et chargées de recherche de cinq continents différents décrivent les bouleversements qu'entraînent la croissance du commerce mondial, l'intégration économique régionale (Union européenne, l'Accord de libre échange nord américain, et MERCOSUR), et les politiques d'austérité qui sont adoptées pour atteindre la «compétitivité».

Elles se penchent sur les conditions de travail, la vie de famille, ou les interactions entre sexe classe, race et caste et montrent combien les projets de réorganisation économique du capital reposent sur la main-d'œuvre bon marché des femmes dans le Tiers monde, sur le travail «flexible» des femmes dans les pays capitalistes avancés et sur le travail domestique non rémunéré en général. Elles montrent également comment, de la Suède à la Malaisie, les nouvelles formes d'oppression des femmes suscitent de nouvelles formes de résistance.

Dans leur diversité, les articles publiés dans ce numéro 22 des cahiers montrent comment les militantes qui partagent un cadre de référence commun peuvent utiliser leurs expériences pour développer une analyse véritablement internationale des processus aujourd'hui à l'œuvre.

Cahier d'étude et de recherche

Les femmes dans la nouvelle économie mondiale

N° 22. 1994. 30 FF.

Institut international de recherche et de formation (IIRF)

1007 RG Amsterdam

Pays-Bas

Les victimes de la privatisation contre-attaquent

Plus de 150 000 travailleurs ont fait grève le 20 avril 1995, se joignant ainsi à une journée d'action de soutien aux chauffeurs de bus qui combattent les effets de la privatisation. Malgré des patrons agressifs, malgré l'hostilité de tous les échelons du gouvernement, envers et contre les brutalités policières, 82 chauffeurs de bus sont en grève depuis le 10 février contre la privatisation de la compagnie de transports en commun d'Esbjerg, la cinquième ville du Danemark, et la baisse de salaire consécutive.

Finn KJELLER



Les transports en commun sont un secteur traditionnellement menacé par des privatisations qui tendent à soumettre les services publics et leur employés à la concurrence avec des entreprises privées. L'intérêt pour les acquéreurs est que les compagnies de bus privées et publiques sont soumises à des conventions collectives différentes. A Copenhague comme dans d'autres villes, les syndicats de chauffeurs de bus ont pu limiter les dégâts en obtenant des accords complémentaires, garantissant leur niveau de salaire. Cela n'a pas été le cas à Esbjerg, un port de la côte sud-ouest du pays.

Le conseil municipal d'Esbjerg a confié à une compagnie privée, Ri-Bus A/S, le soin de gérer les autobus de la ville. Cette offre de sous-traitance n'était pas la moins coûteuse pour la ville, mais il s'agit d'une compagnie locale, incidemment dirigée par trois membres de premier plan de la droite locale, connus pour leurs liens avec les syndicats «jaunes». La nouvelle compagnie, avec l'ardent soutien de la section locale de l'organisation du patronat, a refusé de négocier ne serait-ce qu'un arrangement transitoire. L'ancien accord salarial avec la municipalité expi-

rant le 1er avril 1995, les chauffeurs de bus d'Esbjerg étaient confrontés à des baisses de salaire de l'ordre de 8,5 à 15,4 %. De plus les patrons voulaient s'attaquer à d'autres acquis sociaux et aux conditions de travail (les facilités en matière de pauses, d'horaires et d'accès aux toilettes notamment).

L'appel d'offre pour la privatisation a, dans un premier temps, été soutenu par le Parti social-démocrate, et le choix de la Ri-Bus a été fait avec les voix du Parti socialiste populaire (SF, une organisation sociale-démocrate de gauche). Les réformistes ont depuis eu largement l'occasion de regretter leurs décisions. Depuis 1993, le Parti libéral contrôle le gouvernement local de la ville d'Esbjerg et de ses environs, et ses dirigeants ne se laissent pas impressionner par les protestations des travailleurs qui sont victimes de leurs décisions. Au contraire, les stratèges libéraux conçoivent Esbjerg comme une tête de pont dans leur offensive contre les syndicats et visant à rendre les sous-traitances et privatisations les plus efficaces possibles lorsqu'il s'agit de redistribuer les richesses et les revenus en faveur du capital privé.

Déjà pendant l'été 1994, les machi-

nistes avaient fait grève pour obtenir un accord complémentaire. Au début février 1995, il était clair qu'il n'y aurait pas de vraies négociations bien que les chauffeurs aient déjà fait la moitié du chemin en acceptant le principe d'une réduction graduelle des salaires.

Suivant une décision prise à l'unanimité moins un de faire grève contre la Ri-Bus, le conflit s'est très vite radicalisé du fait de la ligne «dure» de l'organisation patronale.

Les piquets de grève ont été le moyen d'action central pendant tout le conflit ; tous les machinistes ont pris part aux actions visant à bloquer les dépôts de bus. Jusqu'à la fin du mois de mars, les piquets de grève ont été efficaces — aucun bus de ville ne circulait et les bus régionaux ne pouvaient pas entrer dans Esbjerg s'ils voulaient en ressortir.

Les chauffeurs de bus d'Esbjerg ont reçu le soutien de leurs collègues d'autres villes du Danemark ainsi que de chauffeurs de bus locaux de Norvège et de Suède qui subissent également le même processus de privatisation. Durant les six mois précédant le conflit, des magasiniers et des éboueurs actifs avaient été licenciés et défendus avec succès par des cam-

pagnes syndicales. Lorsque cela a été le tour des chauffeurs de bus, la solidarité s'est développée au point qu'un large secteur du mouvement syndical se retrouve à défendre ses principes fondamentaux.

Les sections syndicales d'Esbjerg sont liées entre elles par un vieil accord où elles s'engagent à ne jamais accepter d'intervention de la police dans un conflit du travail : «si la police intervient, tout le monde cesse le travail.» La solidité de cet accord a été mise à l'épreuve le 27 mars après la première attaque de la police contre les piquets de grève. Ce jour-là, 400 personnes y participaient mais la police, avec l'aide de chiens, est parvenue à faire sortir quelques bus, qu'elle devait escorter dans toute la ville. La réaction ne s'est pas fait attendre et les principales entreprises d'Esbjerg ont été paralysées par un ou deux jours de grève.

Ceci a servi de signal pour l'extension de la solidarité à l'échelle nationale. Des conférences régionales et nationales de délégués syndicaux ont été convoquées pour préparer la journée d'action nationale du 20 avril, qui devait en faire un événement de premier plan.

Le «Parlement de la rue»

Les lois régissant le marché du travail au Danemark pénalisent la plupart des grévistes en leur imposant des amendes, en plus des pertes de salaires. Pourtant, plus de 150 000 personnes, et peut-être même 200 000, ont affirmé lors de la grève du 20 avril leur solidarité avec les chauffeurs de bus d'Esbjerg. Pour beaucoup de travailleurs du secteur publique c'était également l'occasion de lancer un avertissement contre les appels d'offre de sous-traitance concernant les aides à domicile, les employés de mairie, les travailleurs des postes et des télécommunications, etc. Les travailleurs du privé ont été encore plus nombreux à se joindre à la grève pour protester contre la logique anti-sociale des privatisations. La plupart des travailleurs des chantiers navals, des fabriques de bacon, entre autres grosses entreprises, se sont joints au mouvement. La circulation des bus a été paralysée par les grèves ou les piquets dans toutes les villes, de même que le trafic aérien ou des ferries.

La date choisie marquait aussi d'un souci de contrecarrer l'opposition de droite au Parlement, qui avait pris l'initiative d'un débat (le 20 avril) sur le rythme (trop lent à son sens) des privatisations au Danemark. Tandis que 5 000 personnes manifestaient devant Christianborg (Parlement danois), des élus de l'Alliance rouge-verte défendaient au Parlement les grévistes et le mouvement de solidarité, appelés respecti-

vement selon la terminologie des conservateurs et des ultralibéraux, «fauteurs de troubles» et «le Parlement de la rue».

Les dirigeants sociaux-démocrates, membres d'une coalition gouvernementale avec deux petits partis libéraux, ont plus ou moins été incapables d'agir. En fait, tant que le gouvernement de droite de Poul Schlüter se chargeait de l'introduction des conceptions néolibérales dans les années 80, peu de compagnies ou de services publics ont été bradés au secteur privé ; et ce, jusqu'à ce que Poul Nyrup Rasmussen ne dirige le retour aux affaires des sociaux-démocrates. Non seulement les sociaux-démocrates ont pu persuader une majorité des Danois à accepter le Traité de Maastricht lors d'un second référendum, mais leurs libéraux de partenaires dans le cabinet ont eu les coudées franches pour imposer davantage de privatisations que le précédent gouvernement conservateur-libéral. La vente de 51 % des actions de la banque Giro en est un exemple frappant ; les établissements qui ont été privatisés ont été choisis parmi ceux qui réalisaient du profit.

Par ailleurs, les autorités locales ont été encouragées à faire sous-traiter différents services, surtout ceux qui emploient des femmes à bas niveau de salaire. Une grosse entreprise de prestation de service appelée ISS a su collectionner les contrats en cassant les prix dans un premier temps, pour mieux les augmenter ensuite. La politique qui consiste à mettre services publics et privés en compétition signifie pour les travailleurs (les agents de service des hôpitaux par exemple) qu'ils doivent travailler plus vite pour garder leur emploi avec un nouvel employeur privé... ou pour rester sous contrat public.

Lorsqu'ils ont réalisé que la grève remettait en cause les résultats de leur politique, mais qu'elle attirait aussi la sympathie de travailleurs sociaux-démocrates et de section de leur parti, les dirigeants de la social-démocratie ont d'abord semblé espérer qu'elle s'éteigne d'elle-même. Ils ne se sont pourtant pas limités à une attitude de neutralité : tandis que le ministre de la Justice, Bjorn Westh, couvrait les agissements de la police contre les piquets de grève, le ministre du Travail, Jytte Andersen, menaçait les chauffeurs de bus participant aux piquets de grève de suspendre leur droit à l'indemnité de chômage. Tout cela alors que ces derniers ne l'ont jamais réclamé et n'ont même pas reconnu leur licenciement. Enfin, le fait que les attaques de la police ont eu lieu sous les auspices d'une législation contre les piquets de grève mise en place par le gouvernement social-démocrate à la fin des années 70 mérite d'être cité.

Le député Hardy Hansen, porte-parole de la Fédération des travailleurs non-qualifiés (SiD) à laquelle appartiennent les chauffeurs de bus d'Esbjerg, a condamné vigoureusement la compagnie Ri-Bus, tout en proposant aux patrons un arrangement à l'amiable — de garder les chauffeurs déjà en place à leur salaire d'origine et de faire travailler les nouveaux embauchés à bas salaire, par exemple. Pourtant ses efforts ont été vains, de même que ceux du premier ministre qui avait proposé sa médiation.

Des contributions de sections syndicales de tout le pays ont permis de financer la grève. Pendant les deux premiers mois, le mouvement a été surtout animé par des sections syndicales locales et des militants du rang mais la vague de solidarité a conduit le syndicat SiD et les instances régionales de la confédération syndicale unique danoise, LO, à prendre une place décisive parmi ses soutiens financiers et organisationnels. Quoi qu'il en soit, les comités de soutien dans les différentes villes ont été dans une large mesure animés par des militants d'extrême gauche.

Après le 20 avril, les syndicats et les comités de soutien ont manifesté leur solidarité en envoyant tout les jours en autocar de Copenhague et d'ailleurs des militants pour participer aux piquets de grève. Ri-Bus est parvenu à employer près de 20 chauffeurs «jaunes», si on ne compte pas ceux qui ont très vite (re)joint le mouvement. Chaque matin, la police brisaient les piquets de grève avec force blessés et arrestations parmi les participants. Une dizaine de bus pouvaient ainsi sous haute surveillance policière, circuler une partie de la journée.

La tension monte

Comme les autocars ont amené quotidiennement leur contingent de participants aux piquets de grève, des milliers de travailleurs ont pu faire l'expérience de la façon dont la police met la ville d'Esbjerg en état d'urgence virtuel pour décourager les militants. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées, les policiers ne se contentant pas de pourchasser les «piquets volants» dans toute la ville, mais des gens ont été arrêtés rien que pour avoir stationné à proximité ou pour s'être assis sur un banc. Les grévistes sont sous surveillance constante, avec parfois utilisation de sirènes ou de filature à longueur de journée. Les «jaunes» n'ont pas été les seuls à recevoir des menaces, certains dirigeants de la grève en ont également reçu.

Le porte-parole des grévistes a été admis à l'hôpital à cause des pressions exercées à son encontre. Pourtant, comme

l'affirmait le délégué syndical des chauffeurs, Karl Eryk Pedersen à la télévision le 13 mai, «les chauffeurs sont fatigués mais pas épuisés». Il n'en reste pas moins qu'ils sont extrêmement vulnérables aux manœuvres des sociaux-démocrates. Les politiciens et les dirigeants syndicaux de ce courant sont en effet soucieux de faire taire toute expression de résistance frontale aux privatisations et au phénomène de sous-traitance. Leur objectif est de maintenir le conflit à un niveau local et de le focaliser sur les atteintes les plus flagrantes aux droits des travailleurs. Jusqu'à présent, toutes leurs tentatives de compromis se sont heurtées au mur d'intransigeance des libéraux.

Les tendances à l'escalade de ce conflit ont clairement été démontrées le 7 mars, lorsque plus de 400 000 couronnes danoises de dégâts ont été causés sur des bus pendant la nuit. 47 personnes ont été arrêtées et gardées en prison pendant trois jours pour dégradation volontaire. Même si le comité de soutien s'est dissocié de cette action, il n'en reste pas moins que les chauffeurs ainsi que leurs supporters en ont assez des brutalités policières et des morsures de chiens.

Des dispositions ont été prises pour maintenir et développer une solidarité entre travailleurs qui soit la plus large possible. Une nouvelle journée d'action est prévue pour le 1er juin 1995 ; elle devrait être l'occasion de réaliser un blocus massif des bus briseurs de grève et d'impliquer des secteurs qui n'étaient pas suffisamment présents le 20 avril. Le Parti socialiste des travailleurs (SAP, section danoise de la Quatrième internationale) a proposé que LO appelle à 24 heures de grève générale le 1er juin et que le SiD lance des grèves secondaires avec piquets contre toutes les entreprises qui fournissent du matériel ou des services à la compagnie Ri-Bus.

La grève peut durer encore un mois voire davantage. Quelle qu'en soit l'issue, le combat des chauffeurs de bus contre les privatisations avec perte de salaire a d'ores et déjà alimenté un mouvement de solidarité comme on en avait pas vu depuis longtemps. Elle a également ranimé les réseaux syndicalistes de gauche et confirme une tendance à la hausse du niveau de la lutte des classes. Mais une victoire contre les pirates de la privatisation de la Ri-Bus est nécessaire pour créer une dynamique encourageant d'autres groupes de travailleurs à contester les diktats des libéraux. ★

Copenhague, 16 mai 1995

BELGIQUE

Instable stabilité

Les élections du 21 mai dernier en Belgique ont débouché sur des résultats assez étonnants. Alors qu'il ne manquait pas de raisons pour pronostiquer des bouleversements importants sur l'échiquier politique, la reconduction de la coalition socialiste-sociale chrétienne, au pouvoir depuis sept ans, apparaît comme l'issue la plus probable des négociations qui commencent pour la formation d'un exécutif. Stabilité politique, à contretemps des tendances européennes ? Attention, les apparences sont trompeuses.

Alain Tondeur

Combien le Parti socialiste (PS) et son homologue flamand le SP allaient-ils perdre de voix suite à la corruption de plusieurs ministres et responsables par le fabricant d'hélicoptères Agusta ? Les partis libéraux réussiraient-ils à imposer une coalition de centre-droit avec les partis social-chrétiens ? Irait-on plutôt vers une tripartite avec les trois familles politiques traditionnelles ? Le leader des libéraux flamands, Guy Verhofstadt, serait-il en mesure de faire de son parti le plus important de Flandre et donc de ravir le poste de Premier ministre au CVP social-chrétien ? A quel point l'extrême-droite pourrait-elle capitaliser le dégoût face aux affaires et la montée des préjugés racistes au sein d'un électorat populaire déboussolé ? A l'autre extrémité de l'éventail politique, la gauche de la gauche réussirait-elle à sortir de la marginalité en se présentant comme le prolongement politique des luttes ? Telles étaient les questions d'importance diverse posées dans cette campagne électorale. Mais les tremblements de terre attendus ne se sont pas produits.



L'opposition libérale progresse au Nord et au Sud du pays (deux sièges en plus à la Chambre pour chacun des partis, flamand et francophone), mais elle ne gagne pas son pari de casser la majorité sortante. Les partis du gouvernement sortant perdent certes des plumes en Wallonie : les sociaux-chrétiens (PSC) perdent un siège tandis que le PS en perd deux (et jusqu'à 4 % de ses électeurs dans certains arrondissements). Mais le SP gagne deux sièges tandis que le CVP en gagne un et reconstruit sa position de premier parti en Flandre. Globalement, la bataille est gagnée par la coalition sortante. Il est probable que l'axe politique de celle-ci restera, comme ces dernières années, l'alliance contre nature entre les sociaux-chrétiens flamands et les sociaux-démocrates wallons, pivots du pouvoir au Nord et au Sud du pays et maîtres du jeu dans les nouvelles institutions de la Belgique «fédérale».

Pour prendre la mesure des surprises sorties des urnes, il faut faire un petit retour en arrière. Rappelons donc que le Premier ministre CVP Jean-Luc Dehaene et ses partenaires (socialistes et sociaux-

chrétiens du Nord et du Sud du pays) avaient annoncé des élections anticipées, à froid, en-dehors de toute crise politique. Leur objectif était de reconduire la coalition avant l'été, afin qu'un nouveau gouvernement puisse concrétiser l'offensive d'austérité budgétaire, de réduction du coût salarial et de flexibilité du marché du travail exigée par le Grand capital. A l'exception de quelques secteurs, celui-ci tire en effet un bilan «globalement positif» du gouvernement Dehaene. Pour le patronat cette équipe est celle qui a été le plus loin possible dans l'austérité et la flexibilité, tout en gardant globalement le contrôle sur les ripostes sociales.

L'objectif d'une reconduction sans heurts semblait crédible au départ parce que les luttes contre le racisme et l'austérité se sont épuisées et ont rapidement disparu de la mémoire des masses, faute de prolongement politique. Les directions du puissant mouvement syndical porte une lourde responsabilité parce qu'elles refusent de tracer des perspectives d'ensemble, de sorte que les mobilisations sociales ne dépassent pas le stade de protestations discontinues — même quand elles ont un caractère très large. Lorsque Dehaene annonça des élections le 21 mai il put déclarer sans provoquer de tollé que l'enjeu était d'approfondir la même politique avec la même coalition. Comme si cette politique ne s'était pas heurtée, le 26 novembre 1993, à la grève la plus massive de l'histoire du pays, et comme si Bruxelles n'avait pas été le théâtre de grandes manifestations antiracistes rassemblant chaque fois plus de cent mille personnes pour exiger la priorité aux besoins sociaux.

L'affaire Agusta

L'affaire Agusta est venue troubler ce ronron. Révélé dans le sillage des «Manipulite» italiennes, le scandale de la corruption par le fabricant d'hélicoptères lié au Parti socialiste italien (PSI) de Craxi avait déjà éclaboussé le PS francophone avant les élections européennes. Voilà qu'il rebondissait à l'improviste, quelques jours à peine après l'annonce d'élections anticipées, trouvant cette fois les plus hautes sphères du Parti socialiste flamand (notamment l'ex-ministre des Affaires économiques et secrétaires général de l'OTAN, Willy Claes). Du coup, l'indifférence cédait la place à l'intérêt, et le jeu politique redevenait un enjeu largement ouvert. Mais ouvert à droite : tous les observateurs pronostiquaient un grave recul de la social-démocratie et une percée libérale, avec en toile de fond un nouveau bond en avant de l'extrême-droite.

Or, non seulement ce scénario ne s'est pas concrétisé, mais le plus extraordinaire est que la coalition a été sauvée par le plus faible de ses partenaires, le Parti socialiste flamand ! Affaibli par la démission de son vice-premier ministre Frank Vandebroucke, convaincu publiquement de mensonge dans l'affaire Agusta, le SP sort vainqueur du scrutin alors qu'il était donné perdant à dix contre un. Il gagne plus de 2 % deux sièges à la chambre, et reste au-dessus de la barre des 20% alors qu'il craignait de passer sous les 15 % !

Retournement de situation

Ce retournement de situation spectaculaire est avant tout l'œuvre du nouveau président du SP, Louis Tobback, un social-démocrate populiste et autoritaire. Tobback s'est construit une image d'homme à poigne en faisant comme ministre de l'Intérieur l'éloge de la gendarmerie et en menant une impitoyable politique de refoulement des demandeurs d'asile. Que le SP aux abois ait réussi à se sauver sous la conduite d'un tel personnage, en sollicitant à fond le réflexe de classe de sa base sociale traditionnelle, n'est pas le moindre paradoxe de ces élections. C'est pourtant ce qui s'est passé.

Tobback a admirablement tiré d'une erreur stratégique des libéraux flamands guidés par un chef thatcherien plus idéologique que politique, ceux-ci ont eu la bêtise d'axer leur campagne électorale sur des propositions de privatisation radicale de la Sécurité sociale. Les travailleurs et travailleuses ont compris qu'ils devaient à tout prix barrer la voie du pouvoir à ce dangereux émule de Milton Friedman. Il se sont saisis pour cela du seul instrument électoral à leur disposition : le SP, qui menait une campagne très claire, très concrète pour la défense du système des pensions, de l'assurance chômage, de l'assurance santé, contre la privatisation et la fédéralisation de la Sécurité sociale.

La place nous manque pour approfondir cet aspect des choses mais il nous semble important de noter au passage deux conclusions à tirer de l'événement. La première : contrairement à ce que prétendaient les idéologues, l'individualisme n'est pas tout puissant, la solidarité n'a pas dit son dernier mot. La seconde : les discours culpabilisant qui accusent «le citoyen irresponsable» de comportements électoraux «protestataires» masquent le fait qu'en réalité beaucoup de travailleurs-électeurs sont à la recherche d'une ligne de résistance politique crédible face à l'austérité. Comme l'a fort bien dit le politologue flamand Jan Billiet «lorsque le combat électoral se concentre sur des thèmes

vivants, comme l'emploi, les pensions, la santé, l'antipolitisme perd du terrain».

L'extrême-droite

On n'est pourtant pas là ! L'extrême-droite continue à se développer en Flandre malgré qu'elle ait été dénoncée et attaquée comme fasciste par les grands médias et même — le fait est sans précédent — par le président du CVP. Le Vlaams Blok gagne 70 000 voix et un siège supplémentaire à la chambre par rapport aux élections de 1991.

Le führer du Blok, Filip Dewinter, est le recordman des voix de préférence (65 000) dans l'arrondissement d'Anvers. Il est clair que le Blok a fidélisé un public populaire qui se dit — avec raison — qu'une hirondelle SP, ne fait pas le printemps social. Il faudrait bien plus qu'une bataille électorale pour la Sécurité — une bataille sur le terrain dans laquelle on montre bien qu'on ira jusqu'au bout — pour vider le bocal des fascistes.

En région francophone aussi, la droite traditionnelle, les médias et l'appareil d'Etat ont tenté de contrer l'extrême-droite. Le Front national (FN) a été dénoncé comme fasciste. La liste du FN pour le Sénat a été invalidée. La presse s'est largement fait l'écho des multiples dissensions internes, crises et scissions du FN, qui n'est pas encore un parti structuré comme le Vlaams Blok. Cette dénonciation a gêné le FN (il recule un peu par rapport aux élections européennes de 1994). N'empêche qu'il fait élire six conseillers à l'assemblée bruxelloise, deux à la chambre, deux au conseil Wallon et qu'il perce électoralement dans les bastions rouges de la province du Hainaut (8 % à 10 % dans certains arrondissements).

L'électorat populaire a voté utile pour sauver les pensions, les allocations chômage, le système de santé. Du coup le bilan du Plan global et les scandales de corruption sont passés au second plan l'électorat flamand, jeune surtout, s'était dispersé en 1991 et en 1994 sur des listes farfelues et plus ou moins ludiques (le parti ROSSEM, du financier escroc-alternatif Van Rossem avait décroché trois sièges) Il est revenu au bercail des familles traditionnelles. Les partis verts et la gauche font aussi les frais du vote utile. ECOLO perd deux sièges au Sud du pays, son homologue flamand se maintient en sièges mais se tasse en voix (20 000 voix perdues au SP), et il est loin d'atteindre la barre de 10 % qu'il s'était fixée pour objectif. Quant à la gauche, elle n'a pu compter ni sur un effet Hue, ni sur un effet Laguiller, ni même sur un effet Voynet. Parti des travailleurs belges (PTB) Parti communiste (PC) et Gauches unies

(GU) restent confinés dans la marginalité électorale des chiffres «derrière la virgule». Le PTB mao-stalinien stagne à 37 000 voix au niveau national (0,5 %). Le mouvement de convergence Gauches unies qui s'était lancé en recueillant 1,7 % des suffrages lors des élections européennes de 1994, chute à 0,7 %. Le succès n'est pas non plus au rendez-vous pour le Parti communiste : là où il présentait des listes, il fait moins que GU aux européennes, voire aux communales.

Bref, sous la surface de la stabilité, des mouvements importants ont secoué l'opinion. Les chiffres disponibles pour la Flandre sont éloquentes : un tiers des électeurs auraient changé leur vote. Une enquête avant les élections montre une poussée combinée d'aspirations à un changement de cap social (réquisition des immeubles inoccupés pour les sans-domicile fixe (SDF), impôt sur les revenus du capital, priorité aux grands besoins sociaux pour diminuer le chômage, rôle économique accrue de l'Etat, refus des pertes de salaires) et les fantasmes racistes-sécuritaires (renvoi des délinquants d'origine étrangère, 27 % des sondés pensent que le renvoi des immigrés serait une solution au chômage).

La grande question est de savoir comment les résultats du scrutin vont dans les mois qui viennent peser sur les rapports de forces entre les classes, et sur les rapports de forces entre la gauche et la droite au sein du mouvement ouvrier ?

Une bourgeoisie hésitante

La bourgeoisie, en Belgique comme ailleurs en Europe, hésite entre une stratégie de centre-gauche ou de centre-droit. Le centre-gauche mise sur la neutralisation du mouvement ouvrier par la collaboration de classe et la gestion social-démocrate de l'austérité. Le centre-droit mise plus clairement sur l'affrontement avec les travailleurs et leurs organisations. En Belgique ce centre-droit lui-même est divisé en deux tendances, pro social-populiste à la Chirac (avec de violentes attaques racistes) des libéraux francophones, d'une part, ligne thatcherienne pure et dure (et tout aussi raciste) des libéraux flamands.

Le «centre-gauche» a gagné son pari. La bourse a réagi avec enthousiasme. Est-ce un indice fiable ? La bourgeoisie sait évidemment fort bien que la social-démocratie n'a aucune intention de bétonner la sécurité sociale dans l'intérêt des travailleurs. Le bilan des quinze dernières années est clair à cette égard puisque les brèches les plus importantes dans la Sécurité sociale ont été ouvertes par des gou-

GU dans la presse

Malgré le black-out télévisuel habituel, Gauches unies (GU) a eu quelques apparitions remarquées dans la presse écrite. C'est le journal *Le Soir* du 11 avril qui a ouvert le feu avec une interview d'Anne-Marie Appelmans, responsable de la FGTB-Bruxelles. Appelmans a appelé ses 130 000 affiliés à une consigne de vote ouverte en votant «à gauche, c'est-à-dire pour le PS, Ecolo, ou Gauches unies». Et de rajouter : «Nous invitons nos affiliés à comparer nos priorités avec les programmes des trois partis que nous soutenons»

Quelques jours plus tard, toujours le journal *Le Soir*, dans sa rubrique «élections» publiait une série d'articles sur les dépenses électorales des partis traditionnels. En comparaison, un encadré était consacré à GU, menant «une campagne sobre, sans directeur de marketing ni responsable en communication grassement payés». *Le Soir* relève que pour GU, les moyens financiers pour la campagne ne sont pas énormes et que ce n'est pas de toute façon dans la démarche du mouvement de dépenser des sommes folles pour une campagne électorale.

Par ailleurs, la conférence de presse tenue par GU le 10 mai a eu un large écho dans la presse, des compte-rendus plutôt objectifs sur la démarche de GU et sur ses 10 points développés au cours de la campagne électorale.

vernements à participation social-démocrate. PS et SP adhèrent entièrement au projet de Jacques Delors qui a expliqué, dans son livre blanc sur l'emploi et la compétitivité, comment l'économie européenne doit réduire le coût salarial en diminuant les cotisations patronales à la Sécurité sociale et en transférant partiellement le coût de celles-ci sur la fiscalité. Le plan global du gouvernement sortant était une première mise en pratique de ces bons conseils. Le «Plan global bis» appelé de ses vœux par la très influente Banque nationale devait en être une seconde. Objectif : cent milliards de réduction du déficit public. Notamment en taillant dans les dépenses de sécurité sociale.

Mais après la campagne qu'il ont menée, le SP et le PS (dans une moindre mesure) ne peuvent pas, sans autre forme de procès, jeter aux orties leurs promesses de défendre la Sécurité sociale. Ils ne peuvent en tout cas pas le faire trop vite. Et, s'ils le font, on peut penser qu'ils tenteront de dissimuler cette nouvelle trahison derrière de nouvelles concessions au populisme ou au régionalisme.

Dès lors, les questions ne manquent pas. Le «Plan global bis» sera-t-il reporté, le temps par exemple de prendre l'une ou l'autre mesure pour donner l'impression que «les riches» aussi participent à l'effort, et pour crédibiliser ainsi l'idée du «financement alternatif» de la sécurité ? Qu'en penserait le grand capital, lui qui exigeait, juste avant les élections, deux cent milliards de réduction des coûts salariaux ?

Qu'en penserait la droite du CVP ? Un retard dans l'austérité ne relancerait-il pas les forces centrifuges au niveau de l'Etat ? De l'autre côté, comment réagirait la bureaucratie syndicale de la FGTB ? Ayant tout mis en œuvre pour que la social-démocratie reste au pouvoir, ne voudra-t-elle pas toucher les dividendes de son soutien, donc limiter la casse en sécurité sociale ? Comment se comportera-t-elle face à la gauche syndicale qui a gagné les élections sociales en battant la droite social-démocrate dans les entreprises, en particulier dans la métallurgie ?

Gare aux eaux dormantes. La stabilité de la Belgique est plus superficielle qu'il n'y paraît. A travers le relatif bon maintien du PS et le succès du SP, c'est, ô paradoxe, la résistance massive et l'aspiration très large à un changement de cap social qui se sont exprimées. La social-démocratie pousse un soupir de soulagement, mais son triomphe pourrait être de courte durée. La situation est en effet truffée de contradictions qui offrent des possibilités pour ouvrir à nouveau au mouvement ouvrier la voie d'une riposte d'ensemble contre l'austérité.

Si la gauche le comprend et qu'elle trouve les moyens d'aider politiquement la remobilisation sociale en cours à se frayer un chemin, alors il pourrait y avoir non seulement un deuxième tour social mais aussi une nouvelle manche pour la recomposition politique de la gauche. ★

Bruxelles, 24 mai 1995

L'ONU, un instrument des Etats-Unis ?

Le 18 mars dernier, se tenait, à Bruxelles, la conférence «Pour un autre sommet mondial : les autres voix de la planète», organisée par le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers monde (CADTM) en contrepoint du sommet «social» de Copenhague. *Inprecor* a reçu du CADTM l'autorisation de publier la retranscription de quelques-uns des exposés présentés dans les divers forums de la conférence. A l'occasion du cinquantième anniversaire de la signature de la Charte des Nations Unies à San Francisco, le 26 juin 1945, nous avons choisi de commencer dans ce numéro par des extraits de l'exposé de Gilbert Achcar, enseignant à l'Université de Paris VIII, sur l'organisation internationale, ainsi que des extraits de l'intervention de Luis Suarez (directeur du Centre d'études sur l'Amérique à La Havane, Cuba).

L'Organisation des Nations Unies est fondée sur le principe «idéaliste», de l'égalité des Etats. Autrement dit : un Etat, une voix. Cela fait que des micro-Etats sont, en théorie, à égalité avec les plus grandes puissances à l'Assemblée générale, en matière de droit de vote.

Ce beau principe, généreux à première vue, est en fait à la source de la limitation des pouvoirs de l'Assemblée : celle-ci ne peut faire que des «recommandations». Ses décisions majoritaires peuvent être bloquées par les grandes puissances. Le véritable centre de décision à l'ONU est le Conseil de sécurité, qui seul peut décider du recours à la force en vertu du chapitre 7 de la Charte de San Francisco. Au Conseil de sécurité siègent les cinq grandes puissances, membres per-

manents qui disposent chacun du droit de veto, c'est-à-dire dont un vote «contre» bloque toute résolution dudit Conseil.

Les Etats-Unis ont parrainé la création de l'ONU en 1945, comme celle des autres institutions internationales majeures de l'après-guerre. Le quartier général de l'Organisation devait être situé à Washington au départ, avec ceux du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Mais comme on a jugé que c'était un peu trop près des centres de décision politique des Etats-Unis, on l'a déplacé à New York.

Pour les Etats-Unis en 1945, l'ONU était conçue comme une sorte d'instrument au service du maintien du statu quo d'après-guerre, un statu quo largement contrôlé par les Etats-Unis, y compris à l'ONU où il se heurtait toutefois à la limite constituée par le droit de veto de l'URSS — seul des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à représenter une opposition, dans la mesure où le siège de la Chine était jusqu'en 1971 occupé par Formose, aujourd'hui Taiwan (la Chine dite nationaliste, par opposition à la Chine populaire).

Très vite, avec le début de la guerre froide, l'ONU sera utilisée comme instrument de maintien pacifique du statu quo, voire même de légitimation du maintien par la force de ce statu quo sous hégémonie américaine. Washington était majoritaire au Conseil de sécurité comme à l'Assemblée générale : en 1945, sur 51 Etats membres, il n'y avait que 10 Etats d'Afrique et d'Asie.

Le statu quo par la force

La première intervention militaire majeure sous le drapeau de l'ONU sera l'intervention américaine en Corée, en 1950. Elle pourra se faire au nom de l'ONU par suite du boycott par l'URSS du Conseil de sécurité pour protester contre l'attribution du siège de la Chine à Taiwan. C'est l'absence de l'URSS qui a permis aux Etats-Unis de faire voter par le Conseil de sécurité l'intervention en Corée. Peu après, l'URSS reprit son siège. Alors, toujours en 1950, les Etats-Unis firent adopter par

l'Assemblée générale, une résolution qui permettait aux Etats-Unis de contourner le Conseil de sécurité quand il était paralysé par le veto soviétique. Cette résolution autorise l'Assemblée générale à prendre en main les dossiers bloqué par le veto au Conseil de sécurité.

Les Etats-Unis avaient choisi à l'époque de jouer l'Assemblée générale contre le Conseil de sécurité et cette procédure sera utilisée à plusieurs reprises : en 1958, pour le débarquement des Marines américains au Liban et en 1960, pour l'intervention au Congo sous le drapeau de l'ONU.

A partir de 1960, on assistera à un changement graduel de la composition de l'Assemblée générale par afflux massif des Etats d'Afrique et d'Asie, dans la foulée de la décolonisation. Progressivement, cela produira un changement de l'orientation politique de la majorité à l'Assemblée générale. C'est la grande époque du «non-alignement» qui s'impose comme force majoritaire à l'Assemblée générale, y compris au Conseil de sécurité — le nombre des membres non-permanents du Conseil ayant été accru en 1965, de 6 à 10, ce qui donna un total de 15 membres, qui est le nombre actuel.

Le divorce éphémère

Le changement de majorité dans les instances de l'ONU va mettre un terme au type d'utilisation par les Etats-Unis de l'ONU, qui avait prévalu jusqu'alors. Cela se traduit dès 1970 par le fait que les Etats-Unis utiliseront pour la première fois leur veto (à propos de sanctions contre la Rhodésie et l'Afrique du Sud). Par la suite, au cours des années 1970, le divorce entre les Etats-Unis et l'ONU va aller grandissant. Il sera marqué notamment par des événements tels que le statut d'observateur accordé à l'OLP en 1974 ; par la résolution de l'ONU en 1975, qui assimile le sionisme à une forme de racisme ; par les résolutions de 1977 sur le «nouvel ordre économique international». Tout cela s'inscrivait aussi dans le déclin de l'influence américaine dans la politique mondiale, après le traumatisme du Vietnam. Ce divorce entre les Etats-Unis et

l'ONU atteignit son paroxysme sous la présidence Reagan. Celui-ci va passer à une sorte de contre-offensive, pratiquant des représailles contre l'ONU, notamment au niveau financier. Les Etats-Unis vont exercer une forte pression financière sur l'Organisation : ils vont réduire unilatéralement leur contribution au budget de l'ONU, vont retenir des paiements, tout cela créant une crise financière de l'appareil onusien. En plus, ils vont demander que le vote sur le budget de l'ONU soit plus ou moins pondéré en fonction de l'importance des contributions de chaque Etat membre, remettant ainsi en question le principe «un Etat, une voix» au niveau de l'utilisation des fonds.

D'autres étapes marquantes de ce divorce entre les Etats-Unis et l'ONU seront : la condamnation par l'ONU du blocus des ports du Nicaragua en 1984, la condamnation par l'ONU du bombardement américain de la Libye en 1986, toute une série de condamnations d'Israël, jusqu'à la condamnation par l'ONU de l'intervention américaine à Panama en 1989 et du blocus de Cuba.

Durant à peu près une vingtaine d'années (de 1970 à 1990), il y a donc une majorité à l'ONU qui apparaît comme opposée au rôle hégémonique des Etats-Unis. Pendant ce temps, le Conseil de sécurité reste ce qu'il était, c'est-à-dire une sorte de lieu de consensus entre les grandes puissances. Le Conseil ne peut fonctionner que par consensus entre ces dernières, ce qui fait que, pendant toute cette période, les seules interventions onusiennes sont du type «maintien de la paix», donc des troupes jouant plutôt un rôle de tampon, dotée d'un armement léger et sous commandement de l'ONU : les troupes à Chypre, au Liban Sud, à la frontière indo-pakistanaise, etc.

La guerre du Golfe, le tournant

On assiste à un nouveau bouleversement des rapports entre les Etats-Unis et l'ONU à partir de 1990, dû à la paralysie, puis à l'écroulement de l'URSS. Le grand moment de ce tournant sera la guerre du Golfe. Dès le lendemain de l'invasion irakienne du Koweït, une déclaration commune soviéto-américaine indiquait déjà la volonté de coopération entre l'URSS et les USA. Cette coopération se traduira par le blocus de l'Irak dès août 1990, et culminera avec le feu vert donné par le Conseil de sécurité pour l'action militaire des troupes de la coalition sous domination améri-

caine. Dans cette nouvelle phase, l'ONU apparaît de nouveau comme un instrument utilisable par les Etats-Unis. Le bénéfice pour ceux-ci est, d'une part, d'obtenir une légitimation politique de leur intervention militaire. Cette légitimité politique était nécessaire pour les Etats-Unis, afin de pouvoir surmonter ce que l'on appelle «le syndrome vietnamien», cette paralysie relative en ce qui concerne une intervention militaire massive de leurs troupes à l'extérieur de leurs frontières. L'administration Bush a également pu utiliser la légitimité politique onusienne pour réaliser une collecte de fonds pour couvrir les frais de sa guerre contre l'Irak. Cette collecte est certainement la plus grande de l'histoire : elle récoltera 53 milliards de dollars !

On retrouvera cette même couverture de l'ONU pour l'intervention militaire américaine en Somalie, en décembre 1992. Ce n'était pas un hasard si cette intervention s'opérait un mois avant la passation des pouvoirs à la nouvelle administration Clinton. On y retrouve également le même mode de financement, cette fois-ci assuré par le Japon. Il y a, de nouveau, utilisation de l'ONU par les Etats-Unis dans l'intervention à Haïti en septembre 1994. Encore une fois, la légitimation onusienne sera utilisée dans la politique intérieure aux Etats-Unis.

En même temps, les arriérés de la contribution financière due par les Etats-Unis à l'ONU s'accumulent. Avec le nouveau Congrès américain, dominé par la droite républicaine, le discours anti-ONU reprend, entre autres à cause du fait que l'ONU n'est pas entièrement contrôlée par les Etats-Unis. Sous la nouvelle administration Clinton, on assiste à une utilisation de l'ONU un peu «à la carte». Les Etats-Unis n'hésitent pas à dire qu'ils ignoreront telle ou telle décision de l'ONU si elle ne leur convient pas, par exemple dans le cas de la Yougoslavie, de l'Irak ou de Cuba. En tout état de cause, chaque fois que les forces américaines sont intervenues dans le cadre de l'ONU, celle-ci a été utilisée uniquement comme couverture. Ces interventions se font — contrairement à celles des forces de «maintien de la paix» — sous casques américains et sous commandement américain. Cela montre la vision purement utilitaire qu'ont les Etats-Unis de l'ONU, qu'ils utilisent quand ça les arrange et ignorent le reste du temps. ★

Gilbert Achcar

La position cubaine*

Le processus de restructuration de l'ONU se fait dans un contexte mondial où il y a concentration croissante des pouvoirs politiques, économiques et militaires. Le débat sur la réforme de l'ONU s'inscrit donc dans cette tendance globale du système capitaliste.

Les grandes puissances veulent :

▷ élargir les fonctions du Conseil de sécurité aux nouveaux problèmes, comme le trafic de la drogue ou l'environnement ;

▷ restructurer l'appareil militaire de l'ONU (unités d'intervention rapide) ;

▷ diminuer le rôle de l'Assemblée générale (notamment le poids des résolutions votées) et introduire le droit de veto également à l'Assemblée générale ;

▷ renforcer le pouvoir judiciaire international ;

▷ attribuer plus de pouvoirs au Secrétaire général.

Ces propositions conduiraient à une militarisation du fonctionnement de l'ONU et à une augmentation des pouvoirs du Conseil de sécurité dans lequel les grandes puissances sont dominantes.

Même si certaines autres propositions peuvent sembler bien intentionnées (lutte contre le trafic de la drogue ou préservation de l'environnement), il faut bien se rendre compte que des principes corrects peuvent se transformer en instruments de domination des grandes puissances.

Le combat principal que mène Cuba au sein de l'ONU est celui de la démocratisation de l'ONU. A cette fin, nous préconisons un certain nombre de changements, tels que l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité ; leur élection par l'Assemblée générale ; la suppression du droit de veto et une délimitation claire des fonctions du Conseil de sécurité ; le renforcement du rôle de l'Assemblée générale par rapport au Conseil de sécurité, et l'élargissement de ses fonctions ; l'accroissement du poids des ONG et d'autres représentants de la société civile au sein de l'Assemblée générale. Celle-ci ne doit pas se limiter aux interventions gouvernementales.

* Extraits de l'intervention de Luis Suarez (directeur du Centre d'études sur l'Amérique à La Havane, Cuba)

La conférence de Labornotes

Il y avait plus de 1200 syndicalistes à la 8^e conférence bisannuelle de *Labornotes* tenue à Detroit du 28 au 30 avril. *Labornotes* est une revue mensuelle destinée aux militants des syndicats, elle soutient la réforme démocratique du mouvement syndical et les courants oppositionnels dans plusieurs syndicats importants (automobile, services publics, Teamsters, pétrole et chimie, etc.). La conférence de *Labornotes* est toujours un lieu de rencontre pour les militants syndicaux. Elle est aussi un lieu de débats portant cette fois-ci sur la thématique de «Stress et combats par rapport à un travail en transformation». Elle fut marquée par la présence des leaders de la vague de luttes contre les offensives patronales et politiques. Notamment Dave Yettaw, président de la section locale 599 de l'UAW (Union of Automobile Workers) de l'entreprise Buick General Motors de Flint, Michigan dait compte de l'expérience remaniée d'une grève ayant réussi à forcer ce géant de l'automobile à embaucher des centaines de travailleurs afin de stopper la flambée d'heures supplémentaires et de cadences infernales. Cette action réussie est devenue grâce à l'usage de la tactique de grève perlée et tournante une inspiration pour toute une série d'autres grèves dans l'automobile.

Etaient également présents de nombreux travailleurs et travailleuses de Decatur, ville de l'Illinois appelée. Dans cette ville, il y a maintenant trois entreprises en grève totale depuis environ un an. L'usine de AE Staley, une filiale de Tate & Lyle, fabriquant des produits servant d'ingrédients dans l'alimentation (Pepsi) a imposé un lock-out depuis un an et les travailleurs de Caterpillar et Bridgestone/Firestone sont également en grève. Dans les trois cas, les enjeux des conflits comprennent les tentatives patronales d'imposer la journée de 10 ou de 12 heures avec en prime, une répression brutale contre les syndicats (licenciements de syndicalistes, règlements de travail rendus arbitraires et aléatoires, etc.). La même problématique fut au centre du conflit du mois d'août 1994 à l'usine Nummi (joints-ventures de GM et Toyota) en Californie. Ici aussi, une grève à réussi à défaire les 10 heures flexibles. Ces trois groupes de travailleurs ont également formé une alliance qui fut à la base de la participation de candidats ouvriers indépendants lors des élections locales, avec l'élection de l'un d'entre eux.

Un autre exemple d'une action ouvrière est celle de l'engagement des leaders de l'UE (United Electrical Workers) à Milwaukee dans le Wisconsin. La direction locale de l'UE s'est alliée avec plusieurs organisations communautaires afro-américaines et immigrés des secteurs non-industriels. Ces organisations ont formé le «Progressive Milwaukee», un parti ouvrier progressiste indépendant affilié au «Nouveau Parti» structuré à l'échelle nationale.



L'engagement en faveur d'une politique d'indépendance de classe était également présente à travers une représentation importante des LPA (Labor Party Advocates) lors de la conférence. Le LPA est un réseau syndical de partisans défendant l'idée d'un parti du mouvement ouvrier. Comme dans le passé, il y avait une large délégation d'invités internationaux, les délégations les plus importantes furent celles du Canada, d'Allemagne et du Mexique. L'organisation transnationale entre de syndicats américains, Canadiens et Mexicains est devenue une nécessité de premier ordre avec l'entrée en vigueur depuis janvier 1994 de l'Accord de libre échange nord américain (ALENA). Ces alliances s'opposant à la dérégulation existe dans le secteur de l'électricité entre l'UE et le Frente Authentico de Trabajadores au Mexique.

Un abonnement à *Labornotes* : 20 dollars/an
Labornotes— 7435 Michigan Ave, Detroit, Michigan 48210
 tel : (313) 842-6262
 fax : (313) 842-0227

Clinton insiste

Le 31 mars, Bill Clinton était venu passer quelques heures en Haïti. Peu après, il envoyait une lettre au président Aristide. Il l'exhortait à doubler les effectifs de la nouvelle force de police, que des instructeurs essentiellement nord-américains ont commencé à former en Haïti. Jusqu'à présent, il était prévu seulement 3 500 à 4 000 policiers. Bill Clinton estime qu'il en faut au moins 7 000. Selon l'ambassade des Etats-Unis à Port-au-Prince, il a proposé que les policiers supplémentaires soient formés durant quatre mois aux Etats-Unis. Dans l'objectif de contrôler le nouvel appareil de répression, les Etats-Unis ont tout intérêt à ce que le maximum de policiers soient formés directement chez eux.

Le porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis a précisé que cette proposition n'était pas une réponse à la déclaration du président Aristide du 28 avril. Ce jour là, il annonça à la presse : «Premièrement, l'armée a été démantelée. Deuxièmement, il n'y aura pas d'armée de mille cinq cents membres [comme cela était prévu]. Troisièmement, le prochain parlement se prononcera à ce sujet après que lui ait donné mon avis. Le peuple dit qu'il ne veut pas d'armée, et je suis d'accord avec lui. L'armée d'Haïti n'a rien fait de bon pour nous. C'était une force d'occupation».

Aristide a fait cette déclaration fracassante après avoir lu la publication de sondages portant sur l'avenir de l'armée. En fait, il n'a pas le pouvoir légal de décider à lui seul la suppression de l'armée. Il faudrait pour cela que le prochain parlement, qui sera élu cet été, amende la constitution.

Bill Clinton proposait dans sa lettre que les nouvelles recrues haïtiennes commencent leur entraînement en Alabama dès le 1er juin. Aristide et son gouvernement n'ont pas indiqué s'ils lui avaient donné une réponse. Cependant, il faut noter qu'une semaine après s'être dit publiquement intéressé par la proposition américaine, le secrétaire d'Etat haïtien chargé de la formation de la police a été amené à démissionner de son poste «pour raison de santé». ■

